Guissény
Gwiseni

Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

REGLEMENT DE VOIRIE
COMMUNE DE GUISSENY

JANVIER 2023

VISAS

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, VU le Code général des collectivités territoriales

VU le Code de la Route VU le code de la voirie routière,

VU le Code de l'Environnement

VU le Code de l'Urbanisme

VU le Code des Postes et Communications Electroniques

VU le Code du Travail Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 et ses textes d'application relatifs à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics aux personnes à mobilité réduite,

VU les règles édictées par le service de l'Eau potable et de l'assainissement de la CLCL.

Vu la délibération du conseil municipal de GUISSENY en date du 26 janvier 2023

Table des matières

1. DISPOSITIONS GENERALES
   Article 1.1 Champ d'application
   Article 1.2 Principes d'intervention sur le domaine public routier
   Article 1.3 Respect des textes législatifs et règlementaires
   Article 1.4 Permission de voirie et Accord technique
   Article 1.5 Infractions -Contraventions
   Article 1.6 Conditions d'exécution des travaux
   Article 1.7 Intervention d'office
   Article 1.8 Frais généraux et de contrôle
   Article 1.9 Obligations de l'intervenant
   Article 1.10 Responsabilités/Droit des tiers
   Article 1.11 Déviations de réseaux
   Article 1.12 Entrée en vigueur et exécution du règlement

2. SAUVEGARDE DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER
   Article 2.1 Dispositions générales
   Article 2.2 Accès et occupations liées aux riverains
   Article 2.3 Les débords et les ouvrants

3. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES
   Article 3.1 Caractère obligatoire de l'accord technique
   Article 3.2 Classification des travaux
   Article 3.3 Instruction de la demande d'accord technique et délais de présentation
   Article 3.4 Portée de l'Accord technique.
   Article 3.5 Délais de validité de l'Accord technique
   Article 3.6 Cas des voiries « neuves ».
   Article 3.7 Modalités de réfection de fouilles
   Article 3.8 Etat des lieux de la voirie avant travaux
   Article 3.9 Avis d'ouverture de chantier
   Article 3.10 Interruption des travaux
   Article 3.11 Avis de fermeture de chantier
   Article 3.12 Réception de travaux

4. MODALITE D'EXECUTION DE TRAVAUX VRD
   Article 4.1 Panneaux d'information de chantier
   Article 4.2 Implantation des chantiers
   Article 4.3 Stockage
   Article 4.4 Propreté du domaine public et pollution des sols
   Article 4.5 Organisation des chantiers
   Article 4.6 Protection des chantiers
   Article 4.7 Niveau sonore
   Article 4.8 Ecoulement des eaux pluviales
   Article 4.9 Accès des riverains
   Article 4.10 Cheminements et protection des personnes à mobilité réduite, des piétons et accès des services publics et de secours
   Article 4.11 Travaux sur les aménagements cyclables
   Article 4.12 Dispositifs en matière d'Amiante et d'HAP

5. EXECUTION DE TRAVAUX DE VRD A PROXIMITE D'ARBRES OU D'ESPACES VERTS D'ACCOMPAGNEMENT
   Article 5.1 Prescriptions générales
   Article 5.2 Protection des plantations
   Article 5.3 Dérogations
   Article 5.4 Remblaiement
   Article 5.5 Réfections
   Article 5.6 Nettoyage des arbres
   Article 5.7 Dispositions coercitives

6. DISPOSITIONS TECHNIQUES

Article 6.1 Découpe des bords des tranchées
Article 6.2 Matériaux extraits des tranchées
Article 6.3 Profondeur des réseaux
Article 6.4 Fouilles horizontales
Article 6.5 Protection des réseaux
Article 6.6 Découvertes
Article 6.7 Bornes et repères d'information géographique
Article 6.8 Pose de réseaux sans tranchées
Article 6.9 Dispositifs d'étayage
Article 6.10 Remblaiement
Article 6.11 Réfection provisoire suivie d'une réfection définitive
Article 6.12 Réfection définitive immédiate
Article 6.13 Règles de réfection définitive des revêtements de surface
Article 6.14 Revêtements spéciaux
Article 6.15 Règles de réfection sur voirie de moins de 3 ans
Article 6.16 Exécution des joints
Article 6.17 Remise en état de la signalisation et de la circulation
Article 6.18 Contrôle qualité
Article 6.19 Obligation de résultats et Délai de garantie
Article 6.20 Armoires techniques
Article 6.21 Implantation de mobiliers ou d'émergences de réseaux
Article 6.22 Signalisation tricolore et éclairage public
Article 6.23 Tampons de chambres
Article 6.24 Réseaux hors d'usage
Article 6.25 Mise à niveau des affleurements de réseaux

7. AMENAGEMENTS POUR LE COMPTE DE TIERS

Article 7.1 Etat des lieux
Article 7.2 Dispositif temporaire de retenue sur le domaine public routier
Article 7.3 Travaux simples en limite de propriété avec le domaine public routier
Article 7.4 Déplacement/suppression d'équipements existants
Article 7.5 Rampe d'accessibilité sur domaine public routier

8. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DE RECOLEMENT

1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1 Champ d'application

En application du code de la voirie routière et des politiques la commune de GUISSENY en matière de conservation du domaine public routier, le présent règlement de voirie fixe les règles et modalités d'exécution des travaux de surface et/ou de profondeur affectant le domaine public routier de GUISSENY, dénommés par la suite par le terme « travaux ».
Les dispositions particulières qui s'appliquent à l'exécution des travaux situés à proximité des arbres et espaces verts d'accompagnement de voirie sont également définies dans le présent règlement. Ce patrimoine est considéré comme un réseau au titre du décret DT-DICT. Il s'applique de ce fait aux travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées suivantes :

- Les affectataires,
- Les permissionnaires,
- Les concessionnaires,
- Les occupants de droit.

Dans la suite du document, par souci de simplification, les personnes susvisées sont dénommées "intervenants", celles réalisant les travaux sont dénommées "exécutants".

Exceptions au champ d'application :

Ne sont toutefois pas concernées par les dispositions administratives du chapitre 3 ci-après, les personnes physiques et morales définies ci-avant, dès lors qu'elles n'effectuent que des petites interventions de courte durée (inférieure à 1 jour), sans exécution de travaux de fouilles et n'occasionnant pas de gêne aux usagers du domaine public routier métropolitain, telles que :

- Relèvement de bouches à clés,
- Ouverture et mise à niveau de regards et de tampons,
- Réparation de flaches,
- Contrôles de réglages, entretien sur armoires techniques,
- Contrôles et maintenance sur les réseaux existants sans ouverture de fouilles,
- Tirage de câbles dans des réseaux existants sans ouverture de fouilles.

Les prescriptions du chapitre 6 s'appliquent pour des travaux sur domaine privé entrainant une intervention ou, une modification temporaire ou permanente du domaine public routier.

Article 1.2 Principes d'intervention sur le domaine public routier

Afin de pouvoir intervenir sur le domaine public routier, l'intervenant doit satisfaire successivement aux dispositions suivantes :

- Disposer d'un droit d'occuper le domaine public : convention, concession, permission de voirie ;
- Disposer d'un accord technique établi par le service gestionnaire de la voirie, lequel fixe les modalités techniques d'intervention.
- Disposer des réponses et/ou des récépissés, valides et complets, délivrés par les autres occupants concernés aux Déclarations de projets de Travaux (D.T.) et aux Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) faites conformément à la réglementation applicable aux travaux à proximité des ouvrages souterrains et aériens ;
- Disposer le cas échéant d'un arrêté temporaire de circulation, délivré par le Maire de la commune concernée ou l'autorité compétente.

Article 1.3 Respect des textes législatifs et règlementaires

L'intervenant est tenu de respecter l'ensemble des textes législatifs et règlementaires en rapport avec son intervention et notamment :

- Les codes de la route, de la voirie routière et de l'environnement ;
- Les clauses des autorisations délivrées dans le cadre de la coordination des travaux de voirie ;
- Le présent règlement de voirie ainsi que les règlements de l'eau et de l'assainissement et le règlement eaux pluviales en vigueur ;

• Les dispositions réglementaires résultant des politiques communautaires en vigueur, notamment adoptées en matière d'urbanisme (PLU ou PLUI)
• Les normes et règlements en vigueur, notamment ceux relatifs aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité de la voirie publique aux personnes handicapées ;
• Le code rural et le règlement sanitaire départemental.

L'intervenant est également tenu de respecter les dispositions relatives à l'exécution des travaux au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains tels que canalisations et câbles dépendant de divers gestionnaires de réseaux. Ces dispositions sont notamment la Déclaration de Projet de Travaux (D.P.T.) et la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) conformément aux textes en vigueur.

Article 1.4 Permission de voirie et Accord technique

La permission de voirie est un acte administratif unilatéral autorisant l'occupation du domaine public par des installations, ouvrages, travaux ou constructions qui modifient l'assiette du domaine public et impliquent un scellement dans le sol ou le sous-sol. Les occupations du domaine public routier, même sans scellement, mais comportant des éléments restant constamment en place (plancher, platelage, dispositifs divers délimitant une emprise, ...) sur l'emprise accordée relèvent également de la permission de voirie.

Cette occupation est passible de droits de voirie conformément aux tarifs en vigueur.

Aussi, toute occupation du sous-sol et de l'espace aérien du domaine public communal en vue de l'implantation d'un ouvrage doit faire l'objet préalablement de l'obtention d'une Permission de voirie délivrée par le service compétent de la mairie de GUISSENY.

Les Concessionnaires, les Occupants par convention ne sont cependant pas soumis à l'obtention d'une Permission de voirie mais à un accord technique précisant les modalités techniques d'exécution des travaux et de remise en état du domaine public communal

A l'expiration d'une permission de voirie, les travaux de remise en état de la voie publique et de ses dépendances sont effectués aux frais du permissionnaire, conformément aux dispositions du présent règlement.

Article 1.5 Infractions -Contraventions

La répression des infractions à la police de conservation du domaine public routier est poursuivie devant la juridiction judiciaire sous réserve des questions préjudicielles relevant de la compétence de la juridiction administrative.

Les procès-verbaux dressés en matière de voirie par les agents commissionnés et assermentés à cet effet font foi, jusqu'à preuve du contraire et ne sont pas soumis à affirmation.

Les infractions aux dispositions du présent règlement, exposent le contrevenant à une contravention de voirie routière dans les conditions prévues par le Code de la Voirie Routière.
La commune de GUISSENY se réserve le droit d'agir par toutes les voies administratives ou judiciaires existantes pour sanctionner toute infraction au présent règlement.

Article 1.6 Conditions d'exécution des travaux

Les intervenants doivent se conformer à l'arrêté réglementant « la coordination et la sécurité des travaux de voirie et réseaux divers », pris par la commune de GUISSENY sur les voies ouvertes à la circulation publique notamment en ce qui concerne les contraintes fonctionnelles d'environnement et d'organisation générale des chantiers.

Article 1.7 Intervention d'office

L'intervention d'office est mise en œuvre en conformité avec l'article R141-16 du code de la voirie Routière.

Lorsque les travaux ne sont pas conformes aux prescriptions édictées, en cas de défaut d'entretien ou en cas de dégradations du domaine public routier (y compris de dépôts sauvages), le service gestionnaire de la voirie intervient pour y remédier après mise en demeure préalable restée sans effet dans le délai fixé qui ne

pourra être inférieur à 5 jours ouvrés et qui sera corrélé à l'importance des travaux. La mise en demeure sera notifiée par l'envoi d'un courriel et sera accompagnée d'une lettre recommandée avec AR.

Cette intervention est facturée à l'intervenant ou au responsable de la dégradation, augmentée des frais de gestion prévus au présent Règlement et des surcoûts engendrés par l'intervention d'urgence.

Toutefois, la mise en demeure n'est pas obligatoire lorsque l'exécution des travaux présente un caractère d'urgente nécessité pour le maintien de la sécurité. Dans ce cas, le service gestionnaire de la voirie en informera l'intervenant concerné par courriel au plus tard le jour ouvré suivant l'intervention.

En cas de manquements répétés aux obligations de réfection ou de dégradation, la collectivité se réserve le droit de refuser toute nouvelle demande de travaux formulée par l'affectataire, le permissionnaire, le concessionnaire, l'occupant de droit et/ou son intervenant défaillant.

Article 1.8 Frais engagés et recouvrement des frais

L'intervenant s'acquitte des frais de la réfection définitive et de tous les travaux à sa charge.

Le montant des travaux facturés est déterminé à partir des marchés passés la commune de GUISSENY, ces derniers sont communiqués à l'intervenant sur simple demande de sa part.

Dans le cas de travaux non prévus dans le descriptif des marchés, il est tenu compte des frais réellement engagés par le service gestionnaire de la Voirie. Les sommes dues à la commune de GUISSENY sont recouvrées par les soins du Trésorier Principal de Landerneau.

Article 1.9 Obligations de l'intervenant

Tout intervenant a l'obligation de transmettre les dispositions du présent Règlement à toute personne à laquelle il serait amené à confier l'exécution des travaux ou toute autre mission ayant un rapport avec cette occupation (du domaine public).

L'exécutant doit donc être en possession du présent règlement et de l'accord technique préalable délivré pour le présenter à toute réquisition des agents de l'Administration chargés de la surveillance du domaine public.

Article 1.10 Responsabilités/Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés ; l'intervenant ne peut notamment se prévaloir de l'accord qui lui est délivré en vertu du présent règlement au cas où il causerait un préjudice audits tiers.

L'intervenant est civilement responsable de tous les accidents ou dommages qui peuvent se produire du fait de l'existence de son chantier, et ce jusqu'à la fin du délai de garantie (soit un an après la réfection définitive précédée d'une réfection provisoire, ou deux ans après une réfection définitive immédiate); cela qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou faute. Il garantit la collectivité de toute condamnation qui pourrait être prononcée contre elle de ce chef.

Les travaux de réfection définitive de fouilles n'exonèrent pas les intervenants de leurs responsabilités dans le cas d'éventuels vices cachés dès lors que ceux-ci auraient été prouvés.

Article 1.11 Déviations de réseaux

A la demande de la commune de GUISSENY, tout occupant du domaine public routier doit déplacer ou modifier ses équipements, aériens ou souterrains.

Les frais occasionnés par les déplacements ou modifications d'ouvrage sont à la charge exclusive de l'occupant, concessionnaire ou permissionnaire, lorsqu'ils sont la conséquence de travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public occupé et que ces travaux constituent une opération d'aménagement conforme à la destination de ce domaine.

Une convention spécifique à chaque opération d'aménagement peut être envisagée entre l'occupant et la commune de GUISSENY. Elle permet de définir les conditions techniques et financières de réalisation des travaux de déplacement ou de modification des ouvrages.

Article 1.12 Entrée en vigueur et exécution du règlement

Les dispositions du présent règlement sont applicables à partir du : 1er février 2023

Le Maire de GUISSENY est chargé de l'exécution du présent règlement de voirie.

2. SAUVEGARDE DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

Article 2.1 Dispositions générales

Il est interdit de détruire, d'endommager ou de salir les ouvrages de voirie, d'y faire circuler des engins susceptibles de les dégrader, d'y rejeter des eaux corrosives, insalubres ou usées, de porter atteinte aux plantations et aux mobiliers urbains et à tous les équipements installés dans l'emprise du domaine de voirie.

Les propriétaires des terrains surélevés bordant les voies publiques sont tenus de maintenir en bon état les ouvrages soutenant les terres. De même, les riverains qui auraient creusé une fouille ou abaissé le niveau du sol en limite d'une voie ouverte à la circulation publique sont tenus de réaliser sur leur propriété les ouvrages nécessaires à la stabilité de la voie et en assurer l'entretien - maintenance.

Article 2.1.1 Alignement

L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement approuvé opposable, soit par un alignement individuel. Il est obligatoirement délivré sous forme d'arrêté, gratuitement, à chaque propriétaire qui en fait la demande.

La délivrance de l'alignement ne vaut pas autorisation d'urbanisme, ni ne dispense de demander celle-ci. Cette délivrance, qui ne peut être refusée, ne préjuge pas des droits des tiers.

La matérialisation physique de l'alignement est obligatoire. Une bordurette ou tout autre élément physique pérenne doit être posé sur le domaine privé en limite du domaine public, par le permissionnaire et à ses frais. On entend par « élément physique pérenne » une bordure, un solin, une clôture, un pavage ou une dalle de couleur différenciée, mais jamais un trait de peinture. Le choix de l'élément physique matérialisant l'alignement doit être validé par le gestionnaire du domaine public.

Article 2.1.2 Nivellement

Le nivellement est l'acte par lequel l'autorité administrative fixe d'une manière unilatérale le niveau des voies publiques au droit des propriétés riveraines.

Toute nouvelle construction bâtie devra établir les seuils situés en limite du domaine public aux cotes de niveau validées par le gestionnaire.

Il sera demandé, lors du dépôt du permis, au pétitionnaire la fourniture d'un plan de nivellement depuis le fil d'eau de la chaussée jusqu'au bâtiment, qui devra respecter les principes de nivellement établis par la commune de GUISSENY.
Le nivellement ne doit pas permettre d'écoulement des eaux du domaine public vers le bâtiment (les caniveaux grilles sont proscrits sur le domaine public pour tout projet de bâtiment). La pente en long en limite de domaine public doit suivre la pente en long de la chaussée.

Article 2.1.3 Modification du domaine public

Toute modification du domaine public doit être validée par le gestionnaire du domaine public routier avant le démarrage de la construction.

Article 2.1.4 Notion d'accessibilité

Toute modification du domaine public routier, qu'elle soit définitive ou temporaire, doit se faire en tenant compte de l'accessibilité de la voirie aux personnes à mobilité réduite (PMR) et respecter le Décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006.

Ainsi, dans tous les lieux où cela est possible, un cheminement d'une largeur minimale de 1,40 m doit être maintenu.

Si le trottoir ou le cheminement piéton ne permet pas de garantir cette largeur minimale, alors il ne peut y être autorisé une modification qui viendrait rendre la situation encore moins acceptable (débord depuis la façade rendant le trottoir inaccessible aux PMR par exemple).
Par ailleurs, les différentes permissions de voirie, ou aménagements, ne doivent pas remettre en cause l'accessibilité des moyens de secours incendie.

Article 2.2 Accès et occupations liées aux riverains article

2.2.1 Accès

L'accès est un droit de riveraineté, mais il est soumis à autorisation.

Le nombre et les conditions de localisation et de construction des entrées charretières dans l'emprise du domaine de voirie sont donc soumis à autorisation.

Nombre et largeur d'accès :

Il est autorisé, de base, une seule entrée par parcelle.

Toutefois, il pourra être accordé une 2ème entrée, dans le cas d'une parcelle dont le linéaire de front de voie serait supérieur à 20 ml, dans le respect des largeurs d'accès indiqués au point suivant.

Dans ce cas, la largeur des entrées charretières cumulées sera limitée à 30% du linéaire total de la (des) parcelle(s) en front de voie ouverte à la circulation automobile.

Largeur de l'accès : **Zone**	**Largeur d'accès maximale (m)**
En agglomération	5 m
Hors agglomération	6 m
Parcelle ou activité agricole Établissement recevant des véhicules de gabarit important	Nombre et dimension adaptés à la nature et à l'importance du trafic

Division parcellaire ou allotissement de parcelle :

Dans le cas de division de terrain ou de projet groupé, il pourra être demandé de regrouper les entrées pour une meilleure gestion du domaine public.

Afin d'éviter la pose de mobilier urbain, la disparition de stationnement, il est recommandé d'engager une concertation en amont du projet avec le service gestionnaire de la voirie afin d'identifier ensemble la solution la plus adéquate.

Contraintes techniques :

Ces accès seront soumis :

- Au respect des règlementations liées à l'accessibilité en ce qui concerne le respect entre autres des pentes (cf. 2.1.2, et annexe n°6) ;
- Au respect des prescriptions du gestionnaire de voirie, notamment concernant les matériaux ;
- Au respect de l'esprit d'aménagement de la rue (ex : retour de bordures, pavés, nivellement, ...) ;
- Sur les voies bordées d'arbres, à une implantation qui préserve les arbres et le maximum de stationnement le cas échéant. En cas d'impossibilité, il conviendra de recueillir l'accord du gestionnaire des espaces verts;
- En cas de présence d'ouvrage gênant l'accès, le pétitionnaire supportera les frais liés à sa modification ou sa suppression, si cela est techniquement possible et autorisé par le gestionnaire de l'ouvrage ;
- À l'obligation de ne pas déformer le profil normal de la route et ne pas gêner l'écoulement des eaux ;
- À l'obligation de reconstituer la structure du trottoir de façon à être adaptée au tonnage des véhicules susceptibles de le franchir.

Accès hors agglomération – Spécificités :

Dans le cadre d'accès hors agglomération, et afin d'assurer la sécurité de tous, il pourra être préconisé un recul de 5 m entre le bord de chaussée et le portail, qui s'ouvrira obligatoirement vers le domaine privé.

Si la création d'un nouvel accès nécessite le franchissement d'un fossé ou d'une noue, l'usager à l'obligation de conserver la continuité de l'écoulement des eaux. Pour cela, la pose d'une canalisation sous l'intégralité de la largeur de son accès sera réalisée par les services techniques. La canalisation sera dimensionnée pour maintenir la capacité hydraulique du fossé initial. Le montant de ces travaux (hors protocole du permis de construire) à la charge du demandeur est défini par la délibération prise annuellement par le conseil municipal de GUISSENY.

Distance de visibilité (hors agglomération) :

L'usager de l'accès non prioritaire doit disposer du temps nécessaire pour s'informer de la présence d'un autre usager sur la route prioritaire, décider de sa manœuvre, démarrer et réaliser sa manœuvre de traversée, avant qu'un véhicule prioritaire initialement masqué ne survienne.

En conséquence, il est nécessaire que l'usager dispose d'une distance de visibilité suffisante.

Vitesse réglementaire	Distance minimale (6s)	Distance recommandée (8s)
30 km/h	55 m	75 m
50 km/h	90 m	110 m
70 km/h	120 m	155 m
80 km/h	135 m	180 m

Pour l'ensemble des accès (en agglomération et hors agglomération) :

La construction (la fourniture et la pose des ouvrages ainsi que toute sujétion) et l'entretien ultérieur concernant la création d'un accès sont à la charge du pétitionnaire. La pose de la buse le cas échéant devra être réalisée selon les règles de l'art. Il sera exigé d'installer des têtes de sécurité aux deux extrémités.

En particulier, les propriétaires des terrains riverains sont tenus d'entretenir et de maintenir en bon état les ouvrages ayant fait l'objet d'autorisation à leur profit, et d'assurer le bon écoulement des eaux.

En cas de suppression de l'accès, le domaine public sera remis en son état initial, à la charge du demandeur (y compris rétablissement de stationnement conformément à l'aménagement de la voie).

En cas de modification des caractéristiques géométriques de la voie à l'initiative de la commune de GUISSENY, le rétablissement des accès existants et autorisés au moment de la modification est à la charge du gestionnaire de la voie.

Pour mémoire, le comblement des caniveaux au droit des accès est strictement interdit et fera l'objet de poursuites conformément au code de la voirie routière.

Article 2.2.2 Écoulement des Eaux

Les propriétaires de terrains encaissés bordant les voies publiques sont tenus de recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement de ces voies et ne peuvent faire aucun ouvrage tendant à empêcher leur libre écoulement, à les faire séjourner dans les fossés ou refluer sur le sol de la voie.

L'écoulement des eaux dans les fossés de la route ne peut être intercepté.

Nul ne peut, sans autorisation, rejeter sur le domaine public routier communal des eaux provenant de propriétés riveraines à moins qu'elles ne s'y écoulent naturellement et que la voie soit dépourvue de système de collecte des eaux pluviales.

Préconisations techniques pour le rejet au fossé :

Les modalités de raccordement des exutoires au fossés doivent respecter les prescriptions fournies par la commune de GUISSENY.

La cote du fil d'eau de l'exutoire devra être positionnée à une hauteur minimum de 20 cm au-dessus du fil d'eau du fossé de la voie.

L'exutoire devra être maintenu visible et accessible. Son extrémité ne devra pas faire obstacle aux tâches d'entretien du fossé, telles que le curage et débroussaillage mécaniques.

Afin d'éviter toute érosion, dégradation ou affouillement, l'exutoire comprend l'aménagement des talus et du fond de fossé (maçonnerie, enrochement, ...) sur un mètre de largeur minimum.

Préconisations techniques pour les autres cas :

En absence de réseau d'évacuation de ces eaux, les rejets d'eaux de ruissellement ou de toiture seront tolérés. Les eaux doivent être conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente et amenées au caniveau par gargouille en cas de trottoir ou par caniveau en pavé en cas de voie mixte.

L'écoulement des eaux pluviales des balcons par barbacane est strictement interdit. Les branchements (conduites, gargouilles, caniveau en pavé) seront réalisés selon les règles de l'art et dans le respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

Dans tous les cas, la construction et l'entretien courant des ouvrages de branchement sont à la charge du propriétaire riverain, ces ouvrages étant entièrement privés.

Article 2.2.3 Clôtures-Haies

En limite des voies publiques, les clôtures ne devront présenter aucun danger pour la circulation des piétons et des autres usagers.
Les arbres, les branches et les racines qui avancent sur le sol du domaine public routier métropolitain doivent être coupés à l'aplomb des limites de ce domaine à la diligence des propriétaires. Les haies doivent toujours être entretenues de manière à ce que leur développement, du côté du domaine public, ne fasse aucune saillie sur celui-ci.

Article 2.3 Les débords et les ouvrants

Article 2.3.1 Saillies

Aucune construction nouvelle ne peut, à quelque hauteur que ce soit, empiéter sur l'alignement, sous réserve des règles particulières relatives aux saillies (Code de la Voirie Routière).

Les dispositifs doivent être supprimés sans indemnité, de par leur caractère précaire et révocable, lorsque des raisons d'intérêt public conduisent l'administration à exhausser le sol, à réduire la largeur du trottoir ou à implanter des panneaux, feux de signalisation, éclairage, et de façon plus générale en cas de réaménagement du domaine public.

Il revient en premier lieu au pétitionnaire de s'assurer, en amont de sa demande, que le débord souhaité n'engendrera pas de risque d'impact vis-à-vis d'autres objets ou personnes (riverains, véhicules en stationnement, ...). Par la suite aucun mobilier urbain ne sera mis en place au sol pour protection, afin de compenser une mauvaise analyse des risques.

Dans tous les cas, les dimensions tolérées se feront sous réserve de garantir un cheminement libre d'une largeur de 1,40m, ainsi que de garantir la libre circulation des moyens de secours.

Cas de l'isolation par l'extérieur

Les travaux d'isolation par l'extérieur, devront obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation d'occupation de l'espace public auprès du service gestionnaire de la voirie.

Même autorisée, cette isolation, si elle dépasse 0,15 m de débord à moins de 2,20m de hauteur par rapport à la voie (règlementation accessibilité), devra faire l'objet d'un rappel **situé en façade** à 0,40 cm du sol si elle ne descend pas jusque-là. **Les rappels au sol seront refusés**.

Autres ouvrages annexes au bâtiment

Il est interdit de construire des ouvrages (tels que des escaliers, des descentes de cave, des équipements techniques, évacuation de gaz, fumées, vapeurs d'eau issues de chaudières ...) dans l'emprise du domaine de voirie sauf autorisation spécifique d'occupation du domaine public routier. Tous les équipements de cette nature, destinés au fonctionnement ou à la conservation des bâtiments devront être situés à l'intérieur des propriétés privées.

En cas d'autorisation d'urbanisme, les ouvrages annexes situés au niveau du sol et en saillie sur l'alignement devront être supprimés et le domaine public remis en état en cohérence avec le traitement du sol voisin.

Article 2.3.2 Ouvrants

Aucune porte, fenêtre, volet, ... ouvrant vers l'extérieur ne doit faire saillie sur le domaine de voirie.

Toutefois, cette règle ne s'applique pas dans les établissements recevant du public aux issues de secours **qui sont utilisées exclusivement en tant que telles.**

Exception est également faite pour les locaux techniques dont la réglementation en matière de sécurité impose une ouverture vers l'extérieur et dispose d'une procédure d'accès sécurisé (ex : les transformateurs électrique). Dans ce cas, la porte sera rabattue et fixée sur la façade lors de l'intervention.

Les volets qui s'ouvrent au rez-de-chaussée en surplomb du domaine de voirie doivent être rabattus et fixés sur les murs de façade. Les volets en saillie à ouverture automatique et les châssis basculants au-dessus du trottoir en rez-de-chaussée ne sont pas autorisées pour raison de sécurité.

Les caves ou cours anglaises existantes sous le domaine public devront être supprimées à la première demande de la commune, et ce, sans indemnité. La responsabilité de la commune est totalement dégagée quant aux caractéristiques techniques de l'obturation et de son étanchéité.

Le propriétaire est responsable des dommages causés du fait de cet ouvrage, tant fermé, que de sa signalisation quand il est ouvert.

Article 2.3.3 Marquises et Auvents

L'implantation d'un dispositif de couverture (auvents, marquises, stores...) est soumise à l'obtention préalable d'une autorisation.

Leur couverture doit être translucide. Ces ouvrages ne peuvent ni recevoir de garde-corps, ni être utilisées comme balcons. Les eaux pluviales qu'ils reçoivent, ne doivent s'écouler que par des tuyaux de descente appliqués contre le mur de façade et disposés de manière à ne pas déverser ces eaux sur le sol.

Article 2.3.4 Store-Bannes

Aucune partie du support ne doit être à moins de 2,50 mètres au-dessus du sol y compris en cas de déploiement en position basse.

Cette prescription ne s'applique pas au support ou aux organes de manœuvre dont la saillie sur le nu du mur de façade ne dépasse pas 0,15 mètre, ainsi qu'au lambrequin* qui doit être à 2,20 m minimum de hauteur.

En cas de présence d'arbres d'alignement face à la devanture, l'implantation d'un store banne sera soumise à l'avis du gestionnaire des espaces verts de la commune.

Toute occupation du domaine public doit être autorisée par la commune de GUISSENY et doit pour cela faire l'objet d'une demande au titre soit d'une permission de voirie, soit d'un permis de stationnement (hors agglomération) selon le type d'occupation.

3. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 3.1 Caractère obligatoire de l'accord technique

Nul ne peut exécuter des travaux sur le domaine public routier de la commune de GUISSENY s'il n'a au préalable obtenu l'accord technique fixant les conditions d'exécution, exception faite des travaux urgents tels que définis dans l'article 3.2.

L'accord technique qui porte sur les modalités d'exécution des travaux est distinct de l'autorisation d'occupation du domaine public.

Tous travaux exécutés sur les "voies" sans autorisation pourront entraîner la poursuite de leurs auteurs devant les instances judiciaires ou administratives (cf. Article 1.6).

Article 3.2 Classification des travaux

Les travaux de voirie et de réseaux divers qui sont réalisés sur le domaine public routier sont classés selon leur degré de prévision, en travaux urgents, non-programmables et programmables.

-Travaux urgents

Sont classées dans cette catégorie, les interventions ponctuelles suite à des incidents sur les ouvrages existants tels que les fuites et les ruptures de canalisations, les défauts de câbles, les sinistres et les dérangements mettant en péril la sécurité des personnes ou des biens ainsi que les interventions non prévisibles sur les arbres d'alignement.

La déclaration de travaux urgents est réalisée par l'intervenant dans les 24 heures suivantes.

-Travaux non programmables

Sont classés dans cette catégorie, les travaux qui ne peuvent pas être prévisibles à plus de trois mois. Il s'agit par exemple des travaux ponctuels de raccordement ou de branchement d'immeubles de moins de 100 ml d'ouverture de fouilles, de remplacement de mobiliers et équipements urbains,

-Travaux programmables

Sont classés dans cette catégorie, tous les autres travaux qui par nature sont prévisibles tels que les travaux d'aménagement ou de réfection complète de la voirie, les travaux de pose de réseaux neufs ou de renouvellement de réseaux, conformément à l'article L-115-1 du Code de la Voirie Routière.

Dans l'intérêt de la coordination sont également classés dans cette catégorie : les travaux d'extension nécessaires à de nouveaux raccordements et branchements d'immeubles entraînant des chantiers importants (par exemple : le raccordement d'un nouvel immeuble, des travaux parallèles à l'axe de la voie entre deux carrefours, la rénovation de plusieurs branchements d'une même voie) ainsi que les travaux de " dessouchement " des arbres et de renouvellement annuel des arbres d'alignement.

Article 3.3 Instruction de la demande d'accord technique et délais de présentation

• Délai de présentation :

La demande d'accord technique doit être réalisée par l'intervenant dans les délais suivants :

• Pour les "travaux programmables", la demande doit parvenir deux mois au moins avant la date souhaitée de début des travaux.

• Pour les "travaux non programmables", le délai minimum est réduit à 15 jours.

La réponse des services gestionnaires de la Voirie devra parvenir sous délai d'un mois, faute de quoi, les travaux pourront être exécutés conformément aux prescriptions générales du règlement et dans le respect des modalités de l'arrêté de coordination. Dans le cas des interventions ponctuelles, notamment les branchements isolés, le délai de réponse est ramené à 15 jours.

Dans tous les cas, les délais sont comptés à la date de réception de la demande.

• Composition de la demande d'accord technique :

La demande d'accord technique ne sera prise en compte que si elle est conforme aux prescriptions du présent règlement. (Annexe 1)

L'intervenant devra fournir tous les éléments suivants :

• les noms et coordonnées de l'intervenant et de son chargé d'affaire ; • la localisation des travaux ;
• le motif et la nature des travaux ; • un plan projet des travaux à réaliser au 1/200 ou 1/500 ;
• Le plan devra notamment faire figurer le tracé des chaussées et trottoirs, les limites du domaine public, le nu des propriétés riveraines, l'implantation du mobilier urbain et des armoires techniques, l'implantation des arbres existants, le tracé en couleur des travaux à exécuter.
• la date de démarrage prévisionnelle et la durée nécessaire des travaux ;
• les noms et coordonnées de l'ensemble des exécutants chargés de tout ou partie des travaux, si connus au moment de l'établissement de la demande
• les coordonnées d'un contact joignable à tout moment pour les chantiers nécessitant la pose de feux provisoires.

L'échange de plans entre le service gestionnaire de la commune de GUISSENY et les intervenants se fera au format des fichiers informatique PDF ou équivalent.

Le service de la Voirie s'engage à communiquer aux gestionnaires de réseaux son plan d'avant-projet au moins 3 mois avant la date des travaux des gestionnaires de réseaux, dès lors que le projet de voirie implique une modification en altimétrie et/ou en plan de la géométrie de la voirie.

Tout dossier incomplet ne permettant pas d'apprécier correctement l'opportunité de l'installation sera retourné au demandeur, qui ne pourra se prévaloir d'éventuels délais liés au dépôt de la demande.

Article 3.4 Portée de l'Accord technique

Les travaux doivent être conformes au tracé défini dans le plan joint à la demande d'accord technique. Dans le cas contraire, conformément au pouvoir de la police de conservation, ils sont arrêtés jusqu'à la délivrance d'un nouvel accord technique. Il est donné sous la réserve expresse des droits des tiers.

Toute modification majeure du projet telle qu'un changement d'emprise des travaux (passage du trottoir à la chaussée et inversement), augmentation supérieure à 20 ml de la longueur des travaux, ou un changement de techniques de pose doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'accord technique

Article 3.5 Délais de validité de l'Accord technique

Tout Accord technique expire de plein droit après un délai de 6 mois pour les travaux programmables ou 2 mois pour les travaux non programmables, délai compté à partir de sa date de notification à l'intervenant. Ces délais ne s'appliquent pas s'il est fait mention sur l'accord technique d'une période d'intervention impérative.

Passés ces délais, une demande de prorogation doit être formulée.

Article 3.6 Cas des voiries « neuves »

Aucune intervention n'est autorisée dans les voies neuves ou dans les parties de chaussées et trottoirs ayant connu un chantier de réfection définitive en toute largeur, depuis moins de trois ans (art 115.1 code de la voirie routière).

Toutefois, après demande de dérogation exceptionnelle, et sur justifications techniques, l'autorisation peut être accordée pour les raisons suivantes :

• travaux de branchement et d'extension consécutive à une nouvelle construction, à un changement de propriétaire ou de locataire, ou à une nouvelle affectation de l'immeuble

• travaux de mise en conformité ou de sécurisation de réseaux suite à une évolution règlementaire ou législative, Sauf mention contraire dans l'accord technique délivré à titre dérogatoire, les réfections à effectuer sont définies à l'article 6.14.

Article 3.7 Modalités de réfection de fouilles

Deux types de réfections peuvent être prescrits dans l'accord technique :
-La réfection définitive immédiate ;
-La réfection provisoire.

• La réfection définitive immédiate :
L'intervenant réalisera à ses frais la réfection définitive et immédiate des structures de voirie. Ce type de réfection sera privilégié pour les fouilles en trottoir ainsi que les fouilles en chaussée sur le réseau de desserte

• La réfection provisoire :
Le service gestionnaire de la voirie pourra prescrire sur l'accord technique une réfection provisoire dans les cas :

- De travaux réalisés en coordination avec un projet d'aménagement ou d'entretien de l'espace public ;) D'intervention d'un ou plusieurs intervenants dont l'importance des travaux peut permettre une réfection de tout ou partie de l'espace public ;
- De travaux entrepris en chaussée sur le réseau structurant et de distribution ;
- De travaux nécessitant des réfections spécifiques (asphaltes, béton désactivé, matériaux modulaires spécifiques...) ;
- De travaux dérogeant à la règle des 3 ans d'âge ;

La réfection provisoire s'avère par ailleurs nécessaire en cas de température inférieure à 5°C, en cas de forte pluie ou en cas d'intempérie, car dans ces conditions la mise en œuvre des matériaux traités à base de liants hydrocarbonés, est impossible à exécuter de façon satisfaisante.

La réfection provisoire ne concerne que la couche de revêtement supérieure, sauf indication contraire stipulée dans l'accord technique délivré.

Dans les tous les cas, chaque intervenant prendra à ses frais la part des coûts correspondant aux surfaces affouillées et aux surfaces dégradées, à la repose des bordures et des caniveaux ainsi qu'au rétablissement définitif de la signalisation. Ces montants seront calculés sur la base des marchés de travaux de réfection de fouille en vigueur auquel pourront s'ajouter des frais généraux et de contrôle.

Les dispositions techniques relatives aux réfections de fouilles sont définies dans le chapitre 6

Article 3.8 Etat des lieux de la voirie avant travaux

L'état des lieux de la voirie avant travaux est obligatoire pour les travaux programmables. Pour les travaux non programmables, il peut également être demandé par le service gestionnaire de la voirie dans l'accord technique ou par l'intervenant

L'initiative de convoquer les parties concernées revient à l'intervenant et devra être adressée au service gestionnaire de la voirie au plus tard 15 jours avant le début de l'intervention.

En l'absence de constat de l'état des lieux, le domaine public routier est considéré en bon état d'entretien.

En cas d'absence de l'une des parties au jour et heure convenus, le constat de l'état des lieux est alors établi par la seule partie présente qui le notifie par courrier ou par courriel à l'autre partie, laquelle dispose alors d'une semaine calendaire pour le réfuter ou l'accepter. Passé ce délai, le constat est réputé être accepté et aucune contestation ne sera admise par la suite.

article 3.9 Avis d'ouverture de chantier

Tout intervenant sur le domaine public préviendra le service gestionnaire de la Voirie du démarrage des travaux au minimum 2 jours avant le début des travaux en utilisant le formulaire en annexe 2.

Les entreprises intervenant, de manière récurrente pour le compte des concessionnaires de réseaux, doivent transmettre par mail, chaque semaine, le planning de leurs interventions programmées sur le territoire communal

Article 3.10 Interruption des travaux

A chaque interruption de travail de plus d'un jour, notamment les fins de semaines, des dispositions devront être prises pour réduire, avant cette interruption, l'emprise à une surface minimale.

A cet effet, la commune de GUISSENY pourra demander que les tranchées soient provisoirement comblées au droit des passages ou recouvertes de tôles d'acier convenablement installées, et le chantier débarrassé de tous les dépôts de matériaux inutiles.

Article 3.11 Avis de fermeture de chantier

Pour chaque chantier, un avis de fermeture (annexe 3) doit être adressé au service gestionnaire de la Voirie dans un délai maximal de trois jours ouvrables, après l'achèvement réel des travaux et l'exécution obligatoire d'une réfection provisoire ou définitive.

L'intervenant s'engage à joindre à son avis de fermeture de chantier, des photos explicites permettant de constater l'achèvement réel des travaux et leur conformité au règlement de voirie.

Article 3.12 Réception de travaux

Pour les travaux programmables, une réception de travaux est obligatoire à l'issue des travaux. Celle-ci devra être réalisée en présence de l'intervenant et du service gestionnaire de la voirie.

Cette réception de travaux fera l'objet d'un Procès-Verbal de Réception dans lequel seront précisées le cas échéant les réserves motivées ainsi que le délai pour y remédier.

Pour les chantiers de faible ampleur, si le service gestionnaire de voirie ne demande pas formellement la réception dans le cadre de l'accord technique, l'avis de fermeture de chantier, peut remplacer la réception des travaux. Sans réponse du gestionnaire de voirie sous un délai de deux mois, le chantier sera considéré comme réceptionné.

3. MODALITE D'EXECUTION DE TRAVAUX VRD

Article 4.1 Panneaux d'information de chantier

Des panneaux bien visibles doivent être placés par l'intervenant à proximité des chantiers de travaux avec les indications suivantes :
- Nom du Maître d'ouvrage - adresse - numéro de téléphone,
- Nature des travaux
- Date de début
- Date de fin prévisionnelle
- Durée des travaux,

Les panneaux d'informations devront être installés conformément aux prescriptions de l'accord technique.

Article 4.2 Implantation des chantiers

L'emprise des travaux exécutés sur les chaussées et trottoirs devra être aussi réduite que possible et en particulier dans le profil en travers des voies. Il en sera de même pour la section des fouilles définie en fonction de la section de la canalisation ou conduite à poser.

L'emprise des travaux ne pourra pas dépasser les limites fixées par l'autorisation délivrée.

L'emprise correspondant à la partie des travaux terminés devra être libérée immédiatement.

Les tranchées doivent être réalisées à l'endroit de la voie qui perturbe le moins possible sa gestion et celle des équipements déjà existants. Dans la mesure du possible, elles sont implantées dans les zones les moins sollicitées.

Tranchées longitudinales : elles sont implantées dans les zones les moins sollicitées, de préférence en trottoir, ou en accotement.

Tranchées transversales : pour les voies neuves ou renforcées depuis moins de 3 ans, la solution technique de fonçage doit être priorisée sauf impossibilité technique dûment constatée.

Dans le cas de travaux programmables prévus sur un axe sensible, un plan d'emprise de chantier faisant apparaître les accès des riverains, les sens de circulation (véhicules, piétons, cyclistes) pourra être demandé par le service gestionnaire de la voirie.

Les services gestionnaires de voirie sont habilités à n'autoriser l'avancement des travaux que par tronçons successifs de voies, ou à exiger que le travail soit exécuté par demi-chaussée ou sur un seul trottoir à la fois.

Article 4.3 Stockage

En aucun cas, du matériel ou des matériaux ne seront stockés en dehors des limites de l'emprise autorisée. Le stockage sur le domaine public sera réduit en emprise et limité dans le temps et ne devra être réalisé au sein d'un espace vert ou d'un pied d'arbre conformément à l'article 5.2.2.

Article 4.4 Propreté du domaine public et pollution des sols

Il est interdit de souiller le domaine public ou ses équipements (puisards, etc.…).

Tout stockage de produits ou matériaux polluants (hydrocarbures, lubrifiants, peintures, solvants, détergents...) est interdit sur les espaces verts et sur les surfaces allouées aux arbres.

Il est interdit de préparer des matériaux salissants sur la voie publique, sans avoir pris des dispositions de protection des revêtements en place.

Lors des terrassements et transports, les chutes de terre ou autres matériaux devront être balayées et les chaussées devront être lavées si nécessaire. Les produits liquides polluants devront être absorbés au préalable.

Toutes les surfaces tachées par des huiles, du ciment ou autres produits seront refaites au frais du permissionnaire.

Article 4.5 Organisation des chantiers

Matériels et engins de chantier

Ne sont tolérés sur le chantier que les matériels strictement indispensables à son fonctionnement. Les stationnements de véhicules personnels sont interdits.

Le matériel utilisé doit être adapté à l'environnement du chantier et aux contraintes d'exécutions.

L'utilisation d'engins, dont les chenilles ou béquilles de stabilisation ne seraient pas équipées spécialement pour n'apporter aucun dommage aux chaussées est absolument interdite.

Mobilier urbain, équipements et accessoires de voirie

Le mobilier urbain (candélabres, abribus, poteaux indicateurs, mobiliers urbains de propreté, etc.…) doit être protégé avec soin par l'intervenant. Lorsque la nature des travaux exige une dépose du mobilier, l'intervenant doit au préalable prendre contact avec le gestionnaire du mobilier concerné.

Les accessoires nécessaires au fonctionnement des ouvrages de distribution, tels que bouches à clé d'eau, siphons, postes de transformation et armoires, tampons de regards d'égout ou de canalisations,

chambres de tirage, bouches d'incendie, etc.... doivent rester visibles et visitables pendant et après les travaux.

L'accès aux ouvrages et équipements publics (sanitaires publics, bancs, abribus,) est maintenu, sauf accord du gestionnaire de l'ouvrage pour leur condamnation provisoire.

Article 4.6 Protection des chantiers

Les intervenants devront se conformer à la réglementation en vigueur en vue d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique aux abords du chantier. Ils devront veiller à la mise en place d'une pré signalisation et d'une signalisation de position réglementaires suffisantes et efficaces, conformément aux prescriptions édictées dans la huitième partie du livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière portant plus particulièrement sur la signalisation temporaire.
Cette signalisation sera maintenue par des dispositifs de faible encombrement, ne présentant aucun danger pour les usagers mais résistant au vent, même violent.

Les panneaux de signalisation permanente seront harmonisés avec la signalisation du chantier. Dans la mesure du possible les plaques de rues ne seront pas masquées.

La nuit, le responsable des travaux mettra en place une signalisation lumineuse efficace et ne prêtant pas à confusion, avec les éclairages ambiants (feux de signalisation, vitrines, publicités lumineuses, etc.).
Le responsable des travaux devra assurer de jour comme de nuit la surveillance de la signalisation.

Les fouilles devront être clôturées par un dispositif s'opposant efficacement aux chutes de personnes notamment malvoyantes et sans danger pour celles qui en s'approchant heurteraient le dispositif. Les éléments de protection seront revêtus de couleurs contrastées pour éveiller l'attention.

Article 4.7 Niveau sonore

Le niveau sonore d'un chantier doit respecter la règlementation et les normes en vigueur. Des dispositions particulières pourront être exigées en fonction de l'environnement du chantier.

Article 4.8 Ecoulement des eaux pluviales

L'écoulement des eaux de la voie et de ses dépendances devra être constamment assuré.

Article 4.9 Accès des riverains

L'accès aux propriétés riveraines devra également être assuré sauf pendant les périodes nécessaires à l'exécution des travaux et dûment portées, en temps opportun, à la connaissance des riverains concernés. Des passerelles provisoires munies de garde-corps doivent être placées au-dessus des tranchées pour l'accès aux entrées cochères, piétonnes, au niveau des commerces et des édifices publics.

Article 4.10 Cheminements et protection des personnes à mobilité réduite, des piétons et accès des services publics et de secours

Le libre cheminement des personnes à mobilité réduite, des piétons, et des cyclistes doit toujours être assuré en toute sécurité, à l'abri de la circulation.

En cas d'impossibilité sur le trottoir, la circulation des piétons peut être aménagée sur la chaussée en bordure du chantier, à condition qu'elle soit séparée de celle des automobilistes par des barrières de protection.

L'intervenant veillera particulièrement à garantir une largeur libre de passage de 1.40m pouvant être portée à 0.90 m ponctuellement.

Si ces dispositions sont impossibles à mettre en œuvre, une déviation des personnes à mobilité réduite et des piétons est à réaliser à la hauteur d'un passage piéton existant ou créé provisoirement dans le cadre du chantier, en accord avec l'arrêté temporaire de circulation.

Dans le cas d'une fouille transversale au trottoir, la mise en place une passerelle de 0,90 m de large (minimum) munie de garde-corps est nécessaire. Celle-ci devra être signalée de jour comme de nuit.

L'accès des services publics et de secours doit toujours être maintenu.

Tous les aménagements nécessaires sont à la charge de l'intervenant.

Article 4.11 Travaux sur les aménagements cyclables

La sécurité des cyclistes devra être assurée en permanence, de jour comme de nuit, par la mise en place d'une signalisation temporaire de chantier.

Article 4.12 Dispositifs en matière d'Amiante et d'HAP

Les intervenants sont informés du risque de la présence d'amiante dans les matériaux constitutifs de la voirie.

Les intervenants en leur qualité de donneur d'ordre devront prendre toutes les mesures de prévention réglementaires (repérage, diagnostic, ...) afin de respecter les conditions d'hygiène et de santé prescrites par le code du travail, le code de la santé publique, le code de l'environnement pour leur personnel et les entreprises intervenant pour leur compte

Les intervenants en leur qualité de donneurs d'ordre sont responsables de la communication des données techniques relatives à la présence d'amiante aux entreprises prestataires afin que celles-ci puissent mettre en œuvre les dispositions relatives à leur rôle d'employeur.

Les intervenants restent seuls responsables de la pertinence des données qu'ils fournissent à leurs exécutants. Tout intervenant, dans le cadre de l'évaluation a priori des risques qu'il doit mettre en œuvre avant ses travaux, peut en tant que donneur d'ordre être amené à réaliser des repérages de matériaux contenant de l'amiante conformément aux dispositions des articles R. 4412-97 et suivants du code du travail, et des arrêtés pris pour leur application.

Par ailleurs, il est rappelé que la fourniture de matériaux ou produits susceptibles de contenir des fibres d'amiante (de toutes variétés) incorporées ou non est interdite conformément au décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante. Aussi, lorsque la présence de fibres d'amiante sera identifiée dans les matériaux utilisés par l'intervenant, il lui appartiendra de remplacer ces matériaux à ses frais, en prenant toutes les précautions nécessaires. Pour assurer une traçabilité et attester de l'absence d'amiante au sein des matériaux utilisés sur la voirie et susceptibles d'en contenir, l'intervenant devra fournir un procès-verbal d'analyse des matériaux utilisés ou une attestation sur l'honneur.

Enfin, l'intervenant reste responsable des déchets qu'il produit conformément à l'article L.541-2 du code de l'environnement. Il lui incombe d'en assurer la gestion et la décharge, conformément à la législation.

5. EXECUTION DE TRAVAUX DE VRD A PROXIMITE D'ARBRES OU D'ESPACES VERTS D'ACCOMPAGNEMENT

Article 5.1 Prescriptions générales

L'ensemble des végétaux et plus particulièrement les arbres, font partie du patrimoine commun et doivent faire l'objet d'une vigilance particulière
Le présent chapitre du règlement de voirie fixe les conditions d'intervention et d'exécution de tranchées à proximité des arbres et sur les espaces verts d'accompagnement sur le domaine public communal. Il précise aussi les conditions d'exécution de certaines taches propres à la mise en œuvre d'espaces verts dans le cadre de réfections.
Toutes les interventions sur les végétaux devront avoir fait l'objet d'un accord express de la collectivité Il est interdit de porter atteinte à l'intégrité des arbres situés sur le domaine public communal. En particulier, il est interdit :

- De planter des clous, des broches ou des agrafes dans les arbres
- De les utiliser comme support de lignes, de câbles, d'équipements d'éclairage ou tout autre matériel de construction, sauf dérogation du service gestionnaire des Espaces verts,
- D'y apposer des plaques indicatrices de toute nature, des affiches et autres objets (loi du 29/12/79, art.4). •

De modifier les niveaux autour des arbres

- De déposer des matériaux sur le sol (végétalisé ou nu) autour de l'arbre sous l'emprise du houppier
- De déverser des liquides autour de l'arbre sous l'emprise du houppier

Par ailleurs, les mutilations et suppressions d'arbres sur les voies publiques sont réprimées par les articles 322- 1 et 322-2 du Code pénal. Les barèmes d'évaluation de la valeur intégrale estimée des arbres et d'évaluation des dégâts occasionnés aux arbres dits d'alignement et d'ornement, spontanés ou plantés de la commune de GUISSENY pourront être mis en œuvre pour chiffrer le coût de dégradations avec dédommagement.

Article 5.2 Protection des plantations

Les intervenants devront prévoir dans l'organisation de leurs chantiers et en amont de ceux-ci, le respect des mesures de protection des végétaux définies dans le présent règlement. Toute intervention de terrassement localisée à proximité d'un arbre (projection au sol des branches) est considérée comme impactante pour l'arbre et doit obtenir un accord préalable de la collectivité (cf. schéma de protection d'un arbre en annexe 4)

Ils devront de même veiller au respect des dispositions lors de l'exécution des travaux

5.2.1 Formalités préalables à l'ouverture des fouilles

- Préalablement à l'ouverture d'un chantier dans des espaces verts situés dans l'emprise de la voirie, l'intervenant doit informer la commune, de la date précise d'exécution des travaux et le cas échéant solliciter un constat contradictoire dans les conditions de l'article 3.8. •

En toute occasion, l'intervenant doit se conformer aux prescriptions qui peuvent lui être données. En particulier, conformément à la norme NF P 98-332 (version en vigueur) la commune de GUISSENY se réserve la possibilité de demander le report des travaux jusqu'au moment du repos de la végétation et en dehors des périodes de gel ou de chute de neige sauf pour les travaux urgents et les travaux non programmables.

- Sur les espaces verts, les travaux ne peuvent commencer que lorsqu'il aura été procédé à la récupération des plantes et autres sujets.

5.2.2 Protection des plantations et ouvrages annexes

- En toute circonstance, les plantations doivent être protégées du choc des outils ou des engins mécaniques selon les dispositions du schéma de protection des arbres annexé au règlement (annexe 4).

- Le périmètre de protection pourra être élargi afin de mieux protéger certaines plantations fragiles et leur système racinaire. L'intérieur de l'enceinte doit toujours être maintenu en état de propreté et soustrait à la pénétration de tout produit nocif pour la végétation.

• Le choix des techniques et des engins de chantier devra s'adapter au patrimoine arboré. Le dimensionnement des engins ne constitue pas un motif valable de taille des arbres.

• Les racines et les branches d'arbres ne peuvent être coupées qu'après accord de la commune. En tout état de cause, il est interdit de couper des racines d'un diamètre supérieur à 0.08m. En cas de coupure accidentelle, la commune de GUISSENY doit être avertie dans les délais les plus courts.

• D'une façon générale, en cas de blessures involontaires aux arbres, les soins à apporter seront exécutés sous le contrôle de la commune de GUISSENY, avec mesures d'indemnisation possibles.

• Au cours de l'exécution des travaux, toutes les mesures nécessaires doivent être mises en œuvre afin d'éviter qu'aucun engin ou matériel ne détériore les branches ou la ramure des arbres.

Article 5.3 Dérogations

Par dérogation à l'article précédent, après instruction de la demande et sous réserve de l'accord de la commune de GUISSENY, les réseaux peuvent être placés à proximité des arbres en milieu urbain s'il est avéré qu'il n'est pas possible de procéder autrement. Les solutions de type fonçage doivent toutefois être privilégiées.

Une coordination préalable définit les conditions d'intervention au niveau des racines (terrassement à la main) ainsi que les mesures de protection à prendre et les soins à envisager. Ces dispositions particulières à prendre concernent, entre autres, le terrassement mécanique et la pose de fourreaux en fonte, en polyéthylène ou de film plastique, etc. afin d'éviter la détérioration des réseaux par les racines ou le dépérissement des arbres ou des végétaux.

Article 5.4 Remblaiement

Une attention particulière doit être accordée au tri des matériaux excavés, le mélange des terres végétales et des matériaux de sous-sols interdit systématiquement le réemploi sur site.

Le remblaiement des fouilles à proximité des arbres, au-dessus de la zone de pose des réseaux est effectué en terre végétale sur 1,00 m de hauteur ou sur une hauteur tout au moins égale à l'épaisseur de la terre végétale existante avant travaux.
Sous les espaces verts, après mise en place de la zone de sable roulé ou de carrière, les bons matériaux provenant des fouilles sont réutilisés jusqu'à la cote de moins soixante centimètres.

Article 5.5 Réfections

Sous les espaces verts, l'exécutant n'est tenu qu'à une réfection provisoire des lieux. Un constat préalable contradictoire des lieux pourra être demandé par l'un des intervenants dans les conditions de l'article 3.8.

La réfection définitive de l'ensemble des espaces verts, y compris la replantation des végétaux ou arbustes, la reprise des gazons, des réseaux ou des ouvrages est exécutée par la commune de GUISSENY ou par une entreprise aux frais de l'intervenant au moment où elle le juge le plus propice compris dans la limite du délai légal. Cette réfection s'étend à toutes les parties qui ont été souillées ou endommagées du fait des travaux.
La commune de GUISSENY se réserve le droit de profiter des travaux pour modifier la situation préalable. Dans ce cas, le montant des travaux à la charge de l'intervenant sera fixé d'un commun accord sur la base du constat contradictoire préalable des quantités de travaux à réaliser. L'intervenant ne financera que la remise à l'état identique sur la base d'un métré établi contradictoirement.

D'une manière générale, il est demandé, quelle que soit la situation initiale, de mettre en œuvre les épaisseurs de terre végétale suivantes :
• Zone engazonnée : 30 cm
• Zone arbustive plantée : 50 cm
• Fosse de plantation d'arbres : 100 cm (terre végétale ou mélange terre-pierre selon préconisation)

Article 5.6 Nettoyage des arbres

A la fin du chantier et si nécessaire, les arbres seront aspergés d'eau pour faire disparaître les poussières déposées sur le tronc, le pied d'arbre et le feuillage (ciment, plâtres, chaux, sables, limons, projections diverses,). En cours de végétation, cette opération sera répétée régulièrement.

Article 5.7 Dispositions coercitives

Les dégâts causés au patrimoine végétal ou la perte des végétaux, seront appréciés conformément au barème en vigueur d'évaluation de la valeur de l'arbre. De plus, la commune de GUISSENY se réserve la possibilité de réclamer des dommages et intérêts correspondant au préjudice qu'elle aurait subi en cas d'une simple faute de l'intervenant de nuire aux plantations existantes.

6. DISPOSITIONS TECHNIQUES

Article 6.1 Découpe des bords des tranchées

Les bords des tranchées à réaliser sont préalablement entaillés par tout moyen permettant d'éviter la détérioration du revêtement en dehors de l'emprise de la fouille.

Article 6.2 Matériaux extraits des tranchées

La réutilisation des déblais est interdite sans accord du Service Technique. Il appartiendra à l'intervenant de faire analyser, à ses frais, les matériaux en place, avant d'en demander la réutilisation.

Les déblais seront évacués en totalité et au fur et à mesure de leur extraction. Le stockage de déblais en bord de fouille est formellement interdit. Toute zone tampon de stockage de déblais doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le service voirie et évacuée chaque fin de semaine.

Les matériaux de revêtement de surface (bordures, pavés...) réutilisables seront stockés en dehors de la voie publique sous la responsabilité de l'intervenant. En cas de perte, l'intervenant fournit les matériaux manquant de même nature et de même qualité.

Tous les travaux en sous-œuvre seront interdits. Il est interdit d'abandonner dans les fouilles des corps métalliques, chutes de tuyaux, morceaux de bouche à clé, etc. afin de ne pas perturber une éventuelle détection magnétique ultérieure.

Article 6.3 Profondeur des réseaux

Les réseaux souterrains neufs sont établis avec une couverture minimum de :
- 0,80 m sous chaussée
- 0,60 m sous trottoirs.

La couverture est comptée de la génératrice supérieure du réseau à la surface du sol. Sauf impossibilité technique liée à la configuration des lieux et à justifier auprès du service gestionnaire de la Voirie, les réseaux devront être protégés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6.4 Fouilles horizontales

Il est interdit de creuser le sol sous forme de galerie souterraine, à l'exception des techniques de fonçage, tunnelier, forage.

Il est également interdit de creuser sous les bordures, les caniveaux, éléments qui doivent être déposés et reposés systématiquement en cas de passage de réseaux, etc…

Article 6.5 Protection des réseaux

Tout nouveau câble ou conduite, de quelque nature que ce soit, doit être muni, conformément aux textes en vigueur, d'un dispositif avertisseur (treillis ou bande plastique,) d'une couleur caractéristique pour chaque réseau, exception faite des câbles ou conduites mis en œuvre par forage, qui doivent être dotés

d'un fourreau de protection, sauf impossibilité technique. De plus, leur mise en place devra être conforme à la législation et aux normes en vigueur.

Article 6.6 Découvertes

Objets et vestiges :

Dès la découverte de vestiges, d'objets d'art, de valeur ou d'antiquités trouvés lors de travaux de fouilles, l'intervenant devra cesser les travaux en cours, ne toucher à aucun bien trouvé et avertir au plus vite les autorités compétentes conformément à la réglementation en vigueur.
Les objets d'art, de valeur, ou d'antiquité trouvés dans les fouilles sous le sol de la voie publique ou de ses dépendances, seront à moins de preuve contraire, la propriété de la commune de GUISSENY. Ils doivent être remis immédiatement à la brigade de gendarmerie qui constatera la remise, sans préjudice, s'il y a lieu, des droits attribués par le Code Civil à l'auteur de la découverte.

Galeries et cavités :

En cas de découverte d'une cavité ou d'un ouvrage assimilable à une galerie, l'intervenant informera le service gestionnaire de la Voirie avant tout remblaiement.

article 6.7 Bornes et repères d'information géographique

Les bornes parcellaires ou autres repères cadastraux et topo métriques tels que bornes de triangulation, points polygonaux, boulons, croix, repères de nivellement sont à préserver sur le terrain dans la mesure du possible. Lorsque l'intervenant se trouve en présence de tels éléments, il préviendra le service compétent de la commune de GUISSENY qui est seul habilité à prendre les mesures conservatoires qui s'imposent. L'intervenant ne pourra arracher un tel repère que sur autorisation expresse de ce service. Il lui est par ailleurs strictement interdit de déplacer, de redresser lui-même ces bornes ou repères.

Article 6.8 Pose de réseaux sans tranchées

La pose de réseaux sans tranchées peut être étudiée en concertation avec le service gestionnaire de la Voirie notamment pour les voies à fort trafic, réaménagées ou réfectionnées en toute largeur depuis moins de trois ans, sous réserve des possibilités techniques de réalisation.

Article 6.9 Dispositifs d'étayage

Les fouilles seront soit talutées soit étayées, suivant la nature du terrain et les surcharges dues notamment à la circulation des véhicules. Le blindage des parois des tranchées doit être conforme à la réglementation en vigueur.

Article 6.10 Remblaiement

Les structures pour les réfections de fouilles ainsi que les objectifs de densification des couches correspondantes préconisés par le service gestionnaire de la voirie sont définis en Annexe 4 les intervenants sont tenus de s'y conformer sauf prescriptions particulières dûment mentionnées dans l'Accord technique.

Compactage

Les opérations de remblaiement sont effectuées en respectant les règles définies dans le guide technique SETRA-LCPC « Remblayage des tranchées et réfection des chaussées », la norme NF P 98-331 ainsi que les éventuelles prescriptions techniques mentionnées sur l'accord technique. Si des textes ou normes venaient à modifier ces règles, il conviendra d'en tenir compte.

Tout défaut de mise en œuvre nécessitera une reprise de la zone concernée par l'intervenant et à ses frais.

La possibilité est laissée aux intervenants, après accord du service gestionnaire de la Voirie, de mettre en œuvre des matériaux auto compactant. Selon la nature des matériaux encaissants, et après une analyse de ceux-ci, le remblai auto compactant sera de type « essorable » ou non « essorable ».

L'utilisation de ce type de remblai devra être exécutée conformément au guide du C.E.R.T.U./L.C.P.C. d'avril 1998 « Remblayage des tranchées, utilisation de matériaux auto compactant » ou suivant les textes qui viendraient à le modifier ou à le compléter.

Remblaiement sous trottoirs ou accotements

Les matériaux argileux -en dehors de l'emprise des fosses de plantation d'arbres-sont systématiquement évacués sauf cas particulier (ex : arbres isolés...). Il y a lieu de privilégier l'utilisation des matériaux recyclés ou de réutiliser les matériaux extraits.

Remblaiement sous chaussées ou aires de stationnement

Dans cette emprise, sauf accord du service gestionnaire de la voirie permettant la réutilisation des déblais, les remblais sont exécutés suivant les règles de l'art conformément à l'ANNEXE 5.

Pour toute chaussée dont le trafic est inférieur ou égal à la classe de trafic T3, il y a lieu de privilégier les matériaux recyclés qui seront conformes aux prescriptions techniques du service gestionnaire de la voirie.

Pour les remblais inférieurs à la cote -1,00 m, la réutilisation de matériaux existants nécessite impérativement au préalable une étude d'identification des sols qui devra être fournie par l'intervenant avant démarrage des travaux au service gestionnaire de la voirie. En cas d'affouillements latéraux accidentels, une nouvelle découpe du corps de chaussée ou du trottoir est nécessaire pour assurer le compactage des matériaux sous-jacents.

CAS SPECIFIQUE DU REMBLAIEMENT SOUS ESPACES VERTS

Sauf stipulations contraires, sous les gazons, les bons matériaux provenant des fouilles seront réutilisés jusqu'à la cote de moins trente centimètres. Le complément se fera à l'aide de terre végétale en accord avec les services Espaces Verts sur la qualité de cette dernière. Au droit des arbres, sur une longueur de deux mètres et une profondeur d'un mètre cinquante, les tranchées seront remblayées, au moyen de terre végétale et de matériaux drainants fournis par les services Espaces Verts, mis en place par l'entreprise sous leur contrôle.

Article 6.11 Réfection provisoire suivie d'une réfection définitive

Réfection provisoire.

La réfection provisoire d'une fouille consiste à rendre le domaine public utilisable sans danger par ses usagers. Elle est exécutée par l'intervenant à ses frais, dès l'achèvement du remblai et **avant tout rétablissement de la circulation** même en demi-chaussée en cas de traversée de la voie en deux temps.

Les réfections provisoires des revêtements de chaussée seront réalisées en béton bitumineux à froid ou à chaud, conformément aux spécifications spécifiques délivrées dans l'accord technique préalable

Le revêtement provisoire doit former une surface plane et régulière et se raccorder sans dénivellation au domaine public adjacent. Les bordures et caniveaux sont provisoirement reposés dans l'attente de la réfection définitive en respectant les cotes initiales pour rendre le domaine public praticable sans danger. Aucune modification ne peut être apportée aux ouvrages existants sans accord préalable des services concernés.

Seul le revêtement de chaussée est provisoire, les structures de chaussée sont réalisées conformément aux fiches de structures des voies.

La signalisation horizontale et verticale est rétablie par l'intervenant avant la remise en service de la circulation.

Le service gestionnaire de la Voirie pourra prescrire une réfection provisoire des trottoirs, avec remise en circulation en attendant la réfection définitive. En ce cas, le trottoir devra présenter une surface praticable aisément par les piétons, constituée de matériaux stables, non roulants et de faible granulométrie (< 10 mm).

D'une manière générale, la signalisation routière prévue à l'article 4-6 ci-avant devra être maintenue en place jusqu'à réalisation de toutes les prescriptions ci-dessus.

L'intervenant a la charge de la surveillance et de l'entretien des chaussées, trottoirs et ouvrages restaurés provisoirement et doit, en particulier, remédier immédiatement aux tassements, déformations et dégradations consécutifs à l'exécution des travaux autorisés, et cela jusqu'à la réfection définitive.

Réfection définitive après une réfection provisoire

Elle consiste à remettre la zone des travaux en parfait état. Son exécution doit obligatoirement être précédée d'un constat préalable par le Service Gestionnaire de la Voirie, de la qualité de la réfection provisoire.

Les réfections définitives de la voirie et les structures mises en place seront effectuées conformément aux prescriptions de l'accord technique, au maximum un an après la réfection provisoire.

Elles seront exécutées aux frais de l'intervenant par une entreprise qualifiée proposée par ce dernier au service gestionnaire de la voirie.

Cette entreprise devra signaler au service gestionnaire de la voirie, avant et pendant les travaux, tous les défauts apparents qu'elle constatera sur les ouvrages publics : cela afin que leur réfection puisse être réalisée concurremment (bordures, solins et caniveaux affaissés, gargouilles et regards détériorés, etc....).

Toutes les surfaces ayant subi des dégradations suite aux travaux de fouilles seront incluses dans la réfection définitive (notion de périmètre des dégradations), de façon à n'obtenir que des lignes droites ou brisées composant des figures géométriques simples (rectangles, carrés, triangles,) à l'exclusion de toutes courbes ou portions de courbes.

Article 6.12 Réfection définitive immédiate

La réfection définitive immédiate comprend la structure avec une épaisseur de la couche de roulement identique à celle en place. Elle inclut les sur largeurs, les délaissés, tels que définis à l'Article 6.13, la découpe puis le scellement des bords du revêtement des fouilles, ainsi que, la pose définitive des bordures et caniveaux.

L'intervenant assume alors seul, le risque lié à la reprise d'éventuelles malfaçons en cas de défaut de compactage et/ou de mauvaise tenue de la réfection de la fouille dans le temps.

Article 6.13 Règles de réfection définitive des revêtements de surface

Cet article s'applique sur l'ensemble des revêtements de surface, hors matériaux modulaires, revêtements en asphalte et revêtements en béton.

Afin d'obtenir des réfections de surfaces continues, il est pris en compte, aux frais de l'intervenant :
- Les sur largeurs par rapport aux bords des tranchées de +0,10 m en chaussée
- La bande restante entre le bord de la tranchée et le nu de la propriété ou de la bordure ou du caniveau, lorsque le bord de la tranchée se trouve à une distance de moins de 0,40 m de la limite de propriété, de la bordure ou du caniveau,
- La bande restante située entre les bords de 2 tranchées distantes de moins de 0,40 m, • Les délaissés de moins de 3,00 m de long entre 2 parties d'ouvrage faisant l'objet de la même autorisation,
- Les parties de voiries qui seraient détériorées l'exécution des travaux aux abords immédiats du chantier durant

Lorsque les travaux intéressent la moitié ou plus de la largeur revêtue, la réfection de la totalité de la chaussée ou du trottoir est à réaliser.

Lorsque les travaux intéressent la moitie ou plus de la demi-chaussée ou d'un couloir de circulation, la réfection de l'intégralité de la demi-chaussée ou du couloir de circulation est à réaliser.

Article 6.14 Revêtements spéciaux

Dans les cas où la commune de GUISSENY jugerait que la réfection nécessite la mise en œuvre de compétences spécialisées, l'intervenant devra choisir un exécutant en capacité d'y répondre et en informer la commune de GUISSENY.
Pour les structures particulières, composées d'éléments modulaires, de pavés, de béton désactivés... par exemple, les travaux de remise en état seront étudiés au cas par cas par la commune de GUISSENY et l'intervenant.

Article 6.15 Règles de réfection sur voirie de moins de 3 ans

Cet article s'applique sur l'ensemble des revêtements de surface hors matériaux modulaires. Dans les cas où une dérogation est accordée à l'intervenant pour réaliser des travaux sur une voirie de moins de 3 ans, les règles de réfections ci-dessous s'appliquent.

Trottoir :

La réfection doit être réalisée sur la largeur complète du trottoir et sur une longueur de 2,50 mètres de part et d'autre des bords de fouilles de sorte à maintenir le niveau de confort, de service et de pérennité des trottoirs.

Chaussée :

Tranchées transversales :
Afin de répartir les efforts dynamiques et garantir la pérennité de la voirie, la réfection sera réalisée sur la largeur de la voie et sur une longueur :
• de 2,50 mètres de part et d'autre de la fouille pour les voies de desserte
• de 5 mètres de part et d'autre de la fouille pour les voies de distribution ou structurante.

Tranchées longitudinales
L'intégralité des voies impactées par la tranchée devront être réfectionnées. Dans tous les cas et ce pour les tranchées longitudinales de faibles longueurs, la réfection portera sur la largeur de la chaussée et sur une longueur au moins égale à 12 ml.
Dans le cas de revêtements en béton, les réfections seront à exécuter de joint à joint.

L'ensemble de ces règles pourra être modifié dans le cas de chantiers particuliers, par le gestionnaire de la voirie afin de garantir l'intégrité et l'esthétique du domaine public routier. L'intervenant en sera informé lors de la délivrance de la dérogation.

Article 6.16 Exécution des joints

Pour assurer la bonne tenue et conservation dans le temps du domaine public routier, il est exigé que soient réalisés des joints réguliers, afin de rendre étanches les bords de tranchées, aussi bien sur chaussée que sur trottoir.

Article 6.17 Remise en état de la signalisation et de la circulation

A la fin des travaux, tous les équipements de la voie ainsi que la signalisation horizontale et verticale doivent être rétablis à l'identique. Ces travaux sont effectués aux frais de l'intervenant conformément au présent règlement de voirie et dans les délais prescrits par la permission de voirie.

L'entreprise chargée de cette remise en état devra être agréée par la commune de GUISSENY. Les marquages au sol doivent être réalisés avec des produits homologués et conformes aux textes réglementaires sur la signalisation routière.

En cas de non-exécution par les intervenants, et après mise en demeure, la commune de GUISSENY réalisera elle-même ces travaux de remise en état, aux frais de l'intervenants majorés des frais généraux.

Article 6.18 Contrôle qualité

Les contrôles des travaux de remblayage réalisés par l'intervenant, seront faits par l'intervenant lui-même (ou un prestataire sous son contrôle ou celui du maître d'ouvrage), en respectant les règles définies par les normes en vigueur et le guide technique SETRA-LCPC « Remblayage des tranchées et réfection des chaussées », ainsi que les éventuelles prescriptions techniques mentionnées sur l'accord technique.

Tout défaut de mise en œuvre nécessitera une reprise de la totalité de la zone concernée par des mesures non conformes, par l'intervenant à ses frais. Cette zone est délimitée par les deux premiers points conformes situés de chaque côté de la mesure non conforme.

Les contrôles sont réputés être faits par l'intervenant ou un laboratoire/organisme agréé, sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Ils seront réalisés par pénétromètre ou matériel équivalent, et porteront sur le respect des épaisseurs, la qualité des matériaux et la compacité minimum à obtenir, selon les normes en vigueur et le guide technique SETRA.

Les intervenants doivent, sur demande du service gestionnaire de la voirie, lui communiquer également toutes les informations relatives aux matériaux mis en œuvre, à la localisation des essais, aux matériels utilisés (type, marque, notice technique, étalonnage...).

Le service gestionnaire de la Voirie se réserve de son côté, la possibilité de faire intervenir à ses frais un Laboratoire de contrôle routier pour effectuer des contrôles sur les chantiers ou des recontrôles en cas de désaccord en présence de l'intervenant. Les contrôles de tenue des réfections sont décrits à l'annexe 6

Article 6.19 Obligation de résultats et Délai de garantie

Obligation de résultats

Les réfections des structures de voirie, quelle que soit leur nature, seront réalisées par l'intervenant, à ses frais et sous sa responsabilité, conformément au présent règlement.

L'intervenant est soumis en la matière à une obligation de résultat. La qualité des travaux n'est pas seulement un objectif immédiat, mais doit pouvoir être constatée dans la durée.

Dans ce cadre, le maître d'ouvrage demeure entièrement responsable des dommages liés aux conséquences de ses travaux (ex : affaissement, ...)

Délai de garantie

Aussi, les réfections définitives sont assorties d'un délai de garantie de 2 ans si elles ont été précédées d'une phase de réfection provisoire permettant un temps de tassement et stabilisation de la tranchée.

Si la réfection définitive a été immédiate, le délai de garantie est porté à 3 ans, le maître d'ouvrage n'ayant pas souhaité attendre les délais prévisibles de tassement des matériaux.

Le délai de garantie court à partir de la date d'achèvement des travaux telle qu'indiquée dans l'avis de fermeture de chantier prévu à l'article 3.11 (en l'absence de réserves)

La garantie pourra être prolongée dans les cas où la garantie décennale est 10 applicable, de vices cachés évidents, de malfaçons, de dégradations anormales de l'ouvrage exécuté au regard de la tenue générale de la voirie, de non-respect de la procédure de transmission des éléments du dossier d'ouvrages exécutés, ou de résultats d'essais-contrôles non conformes.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par la commune de GUISSENY (structures et accessoires : affaissement, joint incomplet, déficit de marquage, bordures mal replacées, ...). Le maître d'ouvrage assurera vis-à-vis de la commune de GUISSENY la reprise de la structure incriminée autant en réfection provisoire, dans le délai maximum d'un an, qu'en réfection définitive, sur l'ensemble du délai de garantie.

Sauf risques d'insécurité pour la circulation des véhicules ou des piétons, dans la mesure du possible, la commune de GUISSENY et le maître d'ouvrage fixeront ensemble le délai d'intervention selon la nature,

l'urgence et l'importance du désordre. En l'absence de compromis, la commune de GUISSENY fixera le délai d'intervention.

Si à l'expiration du délai de garantie, les travaux et prestations ci-dessus définis n'étaient pas exécutés, la commune de GUISSENY prolongera ce délai jusqu'à la réparation complète des déficiences constatées, que celles-ci soient assurées par l'occupant ou qu'elles le soient d'office, conformément aux stipulations ci-dessus.

Article 6.20 Armoires techniques

Les armoires techniques d'alimentation privée à destination d'un particulier, d'un groupement de toute nature ou d'une entreprise qui ne servent pas aux usagers de l'espace public, seront refusées sur le domaine public routier sauf en cas d'impossibilité technique avérée et autorisation expresse du service gestionnaire de la voirie.
Les implantations précises des armoires techniques doivent se faire en concertation avec le service gestionnaire de la Voirie et les services compétents de la commune de GUISSENY. Le gestionnaire des armoires techniques doit prévoir et veiller à un entretien et une maintenance régulière des armoires techniques implantées sur le domaine public.

Article 6.21 Implantation de mobiliers ou d'émergences de réseaux

En vue d'autoriser l'implantation de mobiliers ou d'émergence de réseaux, la commune de GUISSENY se laisse la possibilité de demander toutes pièces complémentaires jugées nécessaires à la bonne compréhension du dossier (photomontage, plans, etc...).

L'implantation de mobiliers ou d'émergence de réseaux doit respecter les normes d'accessibilité en vigueur, les règles d'urbanisme, etc... Dans les secteurs concernés, l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France doit être obtenu au préalable.

Article 6.22 Eclairage public

Avant tous travaux ayant un impact sur les réseaux d'éclairage public et/ou de signalisation lumineuse, l'intervenant prendra contact avec les services compétents de la commune de GUISSENY.

Les opérations relatives aux interventions sur les réseaux (fourreaux, câbles, massifs, mâts, luminaires...) d'éclairage public et de signalisation lumineuse, sur les armoires électriques, les armoires de feux, les consignations et déconsignations, la programmation de l'éclairage public et de la signalisation lumineuse tricolore, la remise en état des équipements et mobiliers seront réalisées, aux frais de l'intervenant, par la commune de GUISSENY et/ou son prestataire, que ce soit en phase provisoire pendant les travaux ou pour la mise en œuvre définitive.
Sous réserve d'accord express de la commune de GUISSENY, les réseaux d'éclairage pourront, si besoin, être déposés puis reconstitués à l'identique par l'intervenant. Les fournitures et travaux des réseaux seront conformes au cahier des charges des marchés de travaux d'éclairage public.

Dans le cas où les travaux envisagés par l'intervenant nécessitent la démolition du massif d'ancrage du mobilier d'éclairage public, ce dernier sera reconstitué à l'issue des travaux, conformément aux caractéristiques qui auront été déterminées lors de l'établissement de l'état des lieux et selon les règles du cahier des charges du marché de travaux d'éclairage public, en vigueur au moment des travaux.

L'intervenant devra, pour chaque mobilier reposé, réaliser un test de stabilité du support. Le déplacement, même minime, d'un support devra faire l'objet d'une étude photométrique et/ou électrique.

L'intervenant repose les installations déposées suivant les normes en vigueur et devra assurer au minimum la mise en sécurité électrique vis-à-vis des personnes.

Si l'intervention modifie les réseaux électriques d'alimentation de l'éclairage public, alors l'intervenant devra joindre à son dossier de récolement, les plans des nouveaux réseaux, dans la classe A conformément au cahier des charges des plans de récolement la commune de GUISSENY. Pour chaque intervention ayant nécessité une dépose, l'intervenant fera réaliser par un bureau de contrôle agréé, les mesures nécessaires pour vérifier la conformité électrique de l'installation, suivant les normes en vigueur.
Le Dossier des Ouvrages Exécutés comportera, le cas échéant, le plan de récolement géo référencé, les

caractéristiques techniques des matériels, le rapport de vérification initiale, le test de stabilité du support, l'étude photométrique et/ou électrique.

Article 6.23 Tampons de chambres

Les nouveaux tampons de chambres situés en chaussée doivent avoir une résistance minimum de 400 kN (en trottoirs non circulés : 250 kN) et être à trois points d'appui. Pour permettre une mise à niveau ultérieure, le bord supérieur des chambres sera positionné à moins 0,10 m du sol fini.

Article 6.24 Réseaux hors d'usage

Lorsqu'une canalisation (ou un ouvrage) est mis(e) hors exploitation, son gestionnaire doit en informer le service gestionnaire de la voirie.

Ces dispositions concernent également tous les dispositifs nécessaires à des constructions (tirants, palplanches, ...).

Le gestionnaire du réseau pourra :
- Soit l'utiliser comme fourreau pour recevoir une canalisation de diamètre inférieur, pour lui-même ou suite à un transfert de propriété à un autre gestionnaire de réseau ;
- Soit l'abandonner provisoirement en vue d'une utilisation ultérieure comme fourreau. Dans ce cas, la canalisation fera l'objet d'une surveillance particulière de sa part, et donc inscrit au guichet unique. Si dans un délai de 1 an, la canalisation n'a pas été réutilisée, elle sera considérée comme abandonnée définitivement et devra être soumise aux dispositions ci-dessous ;
- Soit l'abandonner définitivement dans le sol. Dans ce cas, le gestionnaire du réseau doit respecter les dispositions techniques en vigueur destinées à supprimer tout risque ultérieur. En cas d'encombrement important du sous-sol, ou si le chantier entraîne des déviations qui n'auraient pas été nécessaires en récupérant l'emplacement d'un réseau abandonné, ce réseau sera retiré du sous-sol par son gestionnaire et à ses frais. À défaut, les travaux nécessaires peuvent être effectués dans le cadre de l'intervention d'office, avec refacturation au gestionnaire de réseau concerné. Dans l'attente, le réseau restera sous la responsabilité du gestionnaire de réseau concerné, et donc inscrit au guichet unique ;
- Soit la déposer à ses frais.

article 6.25 Mise à niveau des affleurements de réseaux

Lors de travaux d'entretien ou d'aménagement de la voirie, la mise à niveau des affleurements de réseaux est à la charge des gestionnaires de réseaux concernés.

Les modalités techniques et pratiques seront définies avec le Maître d'Œuvre en charge de l'opération de voirie.

7. AMENAGEMENTS POUR LE COMPTE DE TIERS

Les prescriptions du présent chapitre s'appliquent pour des travaux sur domaine privé entrainant une intervention ou une modification temporaire ou permanente du domaine public routier.

Toutes les prescriptions prévues dans d'autres articles du présent règlement, en lien avec les travaux réalisés sur le domaine public routier, sont applicables.

Article 7.1 Etat des lieux

Etat des lieux avant travaux :

Un état des lieux avant travaux est obligatoire. Le pétitionnaire doit prendre contact avec le service gestionnaire de la voirie afin de prendre connaissance des modalités d'établissement d'un constat contradictoire de l'état des lieux.

En l'absence de demande de constat contradictoire préalable au démarrage des travaux, l'état de la voirie et de ses abords sera considéré comme bon et aucune contestation relative au montant des travaux de réparation ne sera acceptée.

Etat des lieux après travaux :

En fin de travaux ou d'occupation temporaire du domaine public, l'intervenant devra solliciter une réception de l'état de la voirie auprès du service gestionnaire de la voirie.

En l'absence de demande de constat contradictoire de fin de travaux, le service gestionnaire de la voirie pourra rechercher l'intervenant en responsabilité pour dégradation du domaine public, et ce sans qu'aucune contestation relative au montant des travaux de réparation ne soit acceptée.

Article 7.2 Dispositif temporaire de retenue sur le domaine public routier

Dans le cas de nécessité technique absolue pour la réalisation notamment d'ouvrages souterrains en limite de propriété, le service gestionnaire de la voirie pourra autoriser la mise en œuvre sur le domaine public routier de dispositifs temporaire de retenue (talutage, parois berlinoises, palplanches ...).

Le bénéficiaire devra fournir au service gestionnaire de la voirie à minima 1 mois avant la date prévisionnelle de démarrage des travaux un dossier comprenant :
- Une vue en plan et des coupes complètes cotées avec les réseaux existants du domaine public, la topographie de la voirie, la limite de propriété, etc… et à une échelle permettant une étude correcte;
- Un mémoire technique indiquant le mode de mise en œuvre, les mesures conservatoires pour assurer la stabilité du domaine public pendant les travaux et le mode de dépose et de remblai.
- La date prévisionnelle de démarrage et la durée des travaux ;
- Les coordonnées et l'accord du maître d'ouvrage pour ces travaux ;
- L'accord des gestionnaires de réseaux concernés ;
- Toutes données et pièces jugées pertinentes par le bénéficiaire pour une bonne compréhension du dossier.

Le service gestionnaire de la voirie se devra de répondre 7 jours avant la date prévisionnelle de travaux.

Le bénéficiaire devra s'assurer de la conservation des réseaux enterrés existants et de celle du domaine public routier. Pour cela il devra mettre en œuvre toutes les dispositions techniques nécessaires et tenir compte de toutes les prescriptions indiquées sur l'autorisation.

Quel que soit la nature du dispositif de retenue mis en œuvre, le domaine public routier devra être restitué dans son état initial et débarrassé, le cas échéant, de tous les éléments constituant le dispositif. Les réfections devront être conformes à celles indiquées sur l'autorisation de travaux.

Article 7.3 Travaux simples en limite de propriété avec le domaine public routier

Sont concernés les travaux de petite envergure nécessitant la dépose en surface d'une partie du revêtement et/ou une excavation du domaine public routier n'excédant pas 0.40 à 0.50 mètre (dépose et/ou repose d'un muret mitoyen, pose d'une clôture, pose d'une délimitation parcellaire ...).

Le bénéficiaire devra fournir au gestionnaire de la voirie à minima 1 mois avant la date prévisionnelle de démarrage des travaux une demande comprenant :
- Une vue en plan et des coupes cotées (avec réseaux existants sur domaine public, topographie de la voirie, limite de propriété……) à une échelle permettant une étude correcte ;
- La date prévisionnelle de démarrage et la durée des travaux ;
- Les coordonnées et l'accord du maître d'ouvrage pour ces travaux ;
- L'accord des gestionnaires de réseaux concernés ;
- Toutes données et pièces jugées pertinentes par le bénéficiaire pour une bonne compréhension du dossier.

Le service gestionnaire de la voirie se devra de répondre avant la date prévisionnelle des travaux. Le bénéficiaire devra s'assurer de la conservation des réseaux enterrés existants, de celle du domaine public routier et tenir compte de toutes les prescriptions indiquées sur l'autorisation.
En cas d'excavation, cette dernière devra être suffisamment large pour pouvoir assurer un compactage conforme aux spécifications réglementaires avec le matériel adéquat.

Les réfections devront être conformes à celles indiquées sur l'autorisation de travaux.

Article 7.4 Déplacement/suppression d'équipements existants

Sont concernés les travaux de construction sur domaine privé qui exigent pour l'utilisation future des bâtiments, le déplacement ou la suppression d'équipements existants (candélabre, mobilier urbain, signalisation, coffret...).
Le pétitionnaire devra faire la demande directement au gestionnaire de l'équipement.

Le bénéficiaire devra se conformer aux contraintes techniques et financières imposées par le gestionnaire de l'équipement.

Article 7.5 Rampe d'accessibilité sur domaine public routier

Sont concernés tous établissements recevant du public qui, dans le cadre d'une mise en conformité d'accessibilité, sont dans l'impossibilité technique de réaliser les travaux sur domaine privé.

Le bénéficiaire devra fournir au service gestionnaire de la voirie à minima 2 mois avant la date prévisionnelle de démarrage des travaux un dossier comprenant :
-Un mémoire technique justifiant de l'impossibilité technique de réaliser les travaux sur domaine privé
-Une vue en plan et des coupes complètes cotées (avec réseaux existants su domaine public, topographie de la voirie, limite de propriété.....) à une échelle permettant une étude correcte.
-La date prévisionnelle de démarrage et la durée des travaux
-Les coordonnées et l'accord du maître d'ouvrage pour ces travaux (nécessaire en cas de litige ultérieur)
-La justification de l'absence de réseaux se trouvant sous l'ouvrage prévu, ou à défaut l'accord des gestionnaires de réseaux concernés ;
-Toutes données et pièces jugées pertinentes par le bénéficiaire pour une bonne compréhension du dossier

Le service gestionnaire de la voirie se devra de répondre 7 jours avant la date prévisionnelle de travaux.

Il sera délivré par le service gestionnaire de la voirie une permission de voirie précisant les conditions administratives et le cas échéant les modalités de la redevance consécutives à l'occupation du domaine public routier. La permission de voirie est toujours établie à titre précaire et révocable. Il sera également délivré un accord technique qui spécifiera les conditions techniques de réalisation des travaux.
L'obtention de ces deux documents est obligatoire avant le démarrage des travaux.

L'ouvrage et le domaine public routier adjacent devront être aux normes d'accessibilité en vigueur.
Dans le cas d'évolution de la règlementation, le bénéficiaire devra assurer la mise en conformité de l'ouvrage et du domaine public routier adjacent.
Le bénéficiaire devra contacter les différents gestionnaires de réseaux souterrains présents dans l'emprise du projet. Il devra alors satisfaire toutes les exigences éventuelles des gestionnaires de réseaux (dévoiement de réseaux, etc....). S'il n'y a pas de dévoiement de réseaux prévus ou si le bénéficiaire ne contacte pas les gestionnaires, il ne pourra s'opposer à des travaux sur un réseau situé sous son ouvrage. Il devra assumer les frais supplémentaires des travaux imputables à la présence de son ouvrage sur le domaine public routier.
Dans le cas de travaux sur le domaine public routier nécessitant la dépose temporaire ou définitive de l'ouvrage, le bénéficiaire devra supporter sans indemnité tous les travaux rendus nécessaires. Seule la suspension du paiement de la redevance au Prorata temporis lui sera accordée.

Pour les travaux de mise en œuvre de l'ouvrage, le bénéficiaire devra se conformer aux modalités techniques énoncées dans l'accord technique.

En cas de suppression de l'ouvrage et quel que soit l'origine de celle-ci, le bénéficiaire ou à défaut le propriétaire de l'immeuble devra remettre le domaine public dans un état identique à celui du domaine public routier adjacent. A défaut de s'être acquitté de cette obligation, le bénéficiaire pourra y être pourvu d'office par le service gestionnaire de la voirie à ses frais et risques.

8. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DE RECOLEMENT

Le service de voirie peut, dans certains cas, exiger qu'à la fin des travaux et dans un délai de 3 mois, l'intervenant lui remette un plan de récolement précis de ses propres installations, ainsi que des câbles, conduites et autres ouvrages qu'il a pu rencontrer sur le tracé de ses travaux.

Passé ce délai et après mise en demeure restée sans effet, le Service de la Voirie peut faire aux frais de l'intervenant :

- Établir un plan de récolement,
- Procéder aux sondages nécessaires, puis aux réfections des espaces publics.

Toute modification des réseaux exploités par Brest métropole fera l'objet d'un plan de récolement géo référencé selon le cahier des charges en vigueur et consultable sur :
https://geo.pays-de-brest.fr/Pages/default.aspx

Guissény
Gwiseni

Finistère
Pen-Ar-Bed

Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

ANNEXES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé des transports

Demande de permission ou d'autorisation de voirie, de permis de stationnement, ou d'autorisation d'entreprendre des travaux

Code de la voirie routière L113-2 ; L115-1 à L116-8 ; L123-8 ; L131-1 à L131-7 ; L141-10 et L141-11
Code général des collectivités territoriales L2213-6 ; L2215-4 et L2215-5

Gestionnaires des réseaux routiers

cerfa
N° 14023*01

Le demandeur

Particulier ☐ service public ☐ maître d'oeuvre ou conducteur d'opération ☐ entreprise ☐

Nom : ..... Prénom : .....
Dénomination : ..... Représenté par : .....
Adresse Numéro : ..... Extension : ..... Nom de la voie : .....
.....
Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Localité : ..... Pays : .....
Téléphone ⌊_⌊_ ⌊_⌊_ ⌊_⌊_ ⌊_⌊_ ⌊_⌊_ Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : ⌊_⌊_⌊_
Courriel : .....@.....

Si le bénéficiaire est différent du demandeur

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse Numéro : ..... Extension : ..... Nom de la voie : .....
.....
Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Localité : ..... Pays : .....
Téléphone ⌊_⌊_ ⌊_⌊_ ⌊_⌊_ ⌊_⌊_ ⌊_⌊_ Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : ⌊_⌊_⌊_
Courriel : .....@.....

Localisation du site concerné par la demande

Voie concernée : Autoroute n° ..... Route nationale n° ..... Route départementale n° ..... Voie communale n° .....

Hors agglomération ☐ En agglomération ☐

Point de Repère (PR) routier d'origine d'application : ..... + ... ☐ Point de Repère (PR) routier de fin d'application : ..... + ... ☐
Adresse Numéro : ..... Extension : ..... Nom de la voie : .....
.....
Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Localité : .....

Document d'urbanisme antérieur *(déclaration de travaux ou permis de construire)* : ⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋
Référence cadastrale : Section(s) : ..... Parcelle(s) : ..... Lieu-dit : .....

Nature et date des travaux

Pose de compteur / branchement aux réseaux ☐ (1)

	Pose de clôtures	Pose de portail (portillon)	Plantations
À l'alignement	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐
En retrait de l'alignement	⌊_⌊_⌊_ mètres	⌊_⌊_⌊_ mètres	⌊_⌊_⌊_ mètres

Dépôt ou Stationnement ☐ (2) Saillie ou Surplomb ☐ (2) Aménagement d'accès ☐ (2) Ouvrages divers ☐ (1)

Station service ☐ Renouvellement ☐ Création ☐

Autres ☐ .....

Date prévue de début d'application ⌊_⌊_ ⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ Durée d'application (en jours calendaires) : ⌊_⌊_⌊_

Nota : Pour connaître la délimitation du domaine public routier au droit d'une propriété riveraine, il faut déposer, auprès du gestionnaire de la route concernée et selon les modalités qu'il aura fixées, en complément, une demande d'alignement individuel.

(1) Compléter le cadre ouvrages divers (2) compléter le cadre correspondant

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires du formulaire.

Dépôt ou stationnement (2)

Demande initiale ☐ Prolongation ☐ référence du permis de stationnement : .....

Nature du dépôt ou stationnement { Matériaux ☐ Benne ☐ Grue ☐ Etalage ☐ / Echafaudage ☐ Mobilier urbain ☐ Terrasses de café ☐ Vente le long de la voie ou sur aire de service ☐ / Autres *(à préciser)* ☐ : .....

Saillie ou surplomb (2)

Largeur : de la voie ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres — de la saillie ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres

des trottoirs ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres — Hauteur sous saillie ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres

Aménagement d'accès (2)

Avec franchissement de fossé ☐ : Diamètre du tuyau ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ millimètre Longueur ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres

Distance par rapport à l'axe de la chaussée ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres Nature du tuyau : .....

Sans franchissement de fossé ☐ Largeur de l'aménagement ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres

Ouvrages divers (1)

Travaux sur ouvrages existants ☐ Installation nouvelle ☐

Réseaux aériens ou souterrains ou branchement :

Eau potable ☐ Eaux pluviales ☐ GDF ☐ Opérateurs réseaux ☐

Eaux usées ☐ EDF ☐ Autres *(à préciser)* ☐ : .....

	Sous voirie	Sous accotement ou trottoirs
Tranchée longitudinale	⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres	⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres
Tranchée transversale	⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres	⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres
Fonçage	⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres	⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋ mètres

Aménagement de surface ou équipements :

Stationnement ☐ Arrêt bus ☐ Passage supérieur ou inférieur ☐ Équipements de la route ☐

Autres (à préciser) ☐ : .....

Pièces jointes à la demande

Afin de permettre et de faciliter la compréhension et l'instruction du dossier, la demande d'autorisation est accompagnée des pièces suivantes détaillées par nature de travaux.

1 - Pour toute demande

Plan de situation 1/10 000 ou 1/20 000ème ☐ Plan de localisation précis 1/1 000 ou 1/ 2 000ème ☐(3) Photos ☐

2 - Pièces complémentaires par nature de demande

2a - Clôtures/portails/Plantations/Dépôt ou stationnement/surplomb

Coupes longitudinales et transversales indiquant l'emprise occupée du domaine public 1/50ème ☐

2b - Aménagement d'accès/ouvrages divers portant atteinte au patrimoine

Plan des ouvrages projetés 1/200 ou 1/500ème ☐ Cahiers des coupes techniques de tranchées 1/50ème ☐

Plan de détails de franchissement des points singuliers 1/50ème ☐

2c - Station service : Plan d'implantation des pistes avec signalisation de police 1/200 ou 1/500ème ☐

J'atteste de l'exactitude des informations fournies ☐

Fait à : ... Le : ⌊__⌋⌊__⌋ ⌊__⌋⌊__⌋ ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋

Nom : ..... Prénom : ..... Qualité : .....

(3) Extrait cadastral ou équivalent

ANNEXE 2

Avis d'ouverture de chantier

Date d'envoi : ...../...../.....

Entreprise réalisant les travaux : ..... pour le compte de : .....

Interlocuteur ....Service : .....

Téléphone : .. ..Mail :..... ....

Interlocuteur joignable en période d'astreinte : M.....Mail.....

Référence du chantier (n° de DAT) : ....

Localisation des travaux :

- Commune : ....
- Adresse : .....

Nature des Travaux : .... (Voir données ci-dessous)

Date d'ouverture du chantier : ...../...../ .....

Durée prévisionnelle : .....

Arrêté de circulation : ☐ oui ☐ non

Travaux sous chaussée : ☐ oui ☐ non

Liste des catégories de travaux : assainissement, eau potable, Eclairage public, Electricité, Gaz, Fibre optique, Réseau de chaleur, Réseaux de télécommunication, Voirie, autre...

Photo avant travaux

ANNEXE 3

Avis de fermeture de chantier

Date d'envoi : ...../...../.....

Entreprise ayant réalisé les travaux : ..... pour le compte de : .....

Interlocuteur : ..... Service : .....

Téléphone : ..... Mail : .....

Référence du chantier (n° de DAT) : .....

Localisation des travaux :

- Commune : .....
- Adresse : .....

Nature des Travaux : .....

Date de fermeture du chantier : ...../...../.....

La réfection définitive immédiate a été réalisée le : .....

La réfection provisoire a été achevée le : .....

Observations diverses

.....

.....

.....

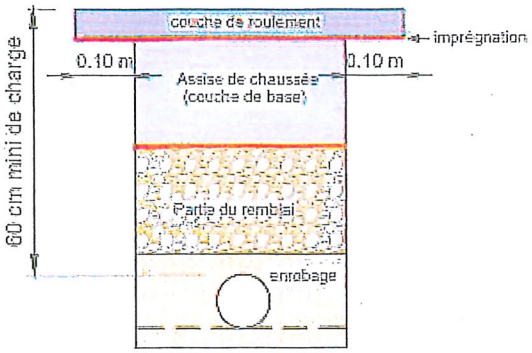
Essais de compactage : ☐ oui ☐ non

Photo après travaux

ANNEXE 4

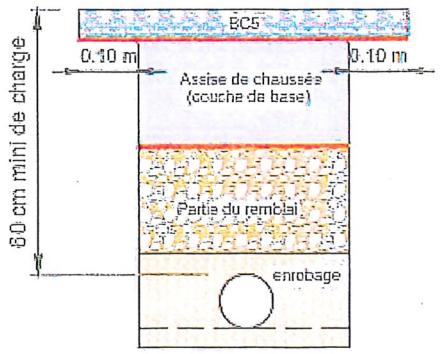
Réfection de chaussée

Trottoirs en enrobés



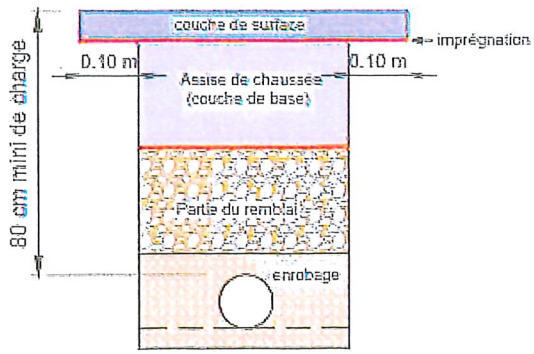
Objectif de densification (guide SETRA)	matériaux	épaisseur
	BBSG 0/6	4 cm
Q3	GNT 2 ou matériaux recyclés	15 cm
Q4	GNT 2 matériaux de réemploi	variable
		Enrobage : 10 cm mini Lit de pose : 10 cm mini

Trottoirs en béton



Objectif de densification (guide SETRA)	matériaux	épaisseur
	Béton de classe 5 fibré	14 cm
Q3	GNT 2 ou matériaux recyclés	15 cm
Q4	GNT 2 matériaux de réemploi	variable
		Enrobage : 10 cm mini Lit de pose : 10 cm mini

Accotements stabilisés

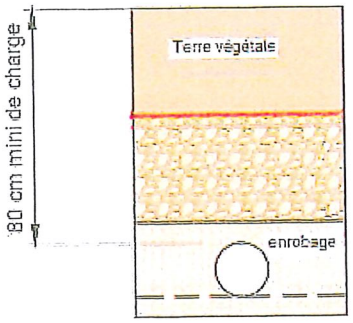


Objectif de densification (guide SETRA)	matériaux	épaisseur
	Enduit superficiel	bi-couche
Q3	GNT 2	30 cm
Q4	GNT 2	variable
		Enrobage : 10 cm mini Lit de pose : 10 cm mini

ANNEXE 4

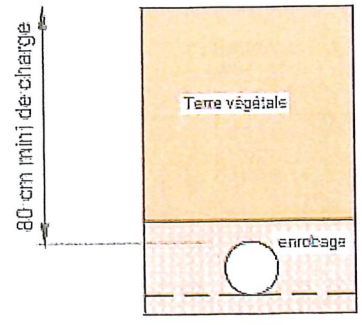
Réfection de chaussée

Espaces verts pelouses



matériaux	épaisseur
terre végétale	30 cm
remblais terreux pierreux	60 cm
	Enrobage : 10 cm mini Lit de pose : 10 cm mini

Espaces verts arbustifs

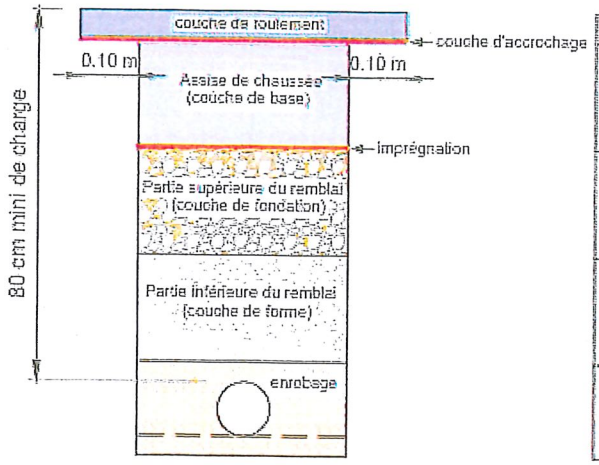


matériaux	épaisseur
terre végétale	60 cm
	Enrobage : 10 cm mini Lit de pose : 10 cm mini

ANNEXE 4

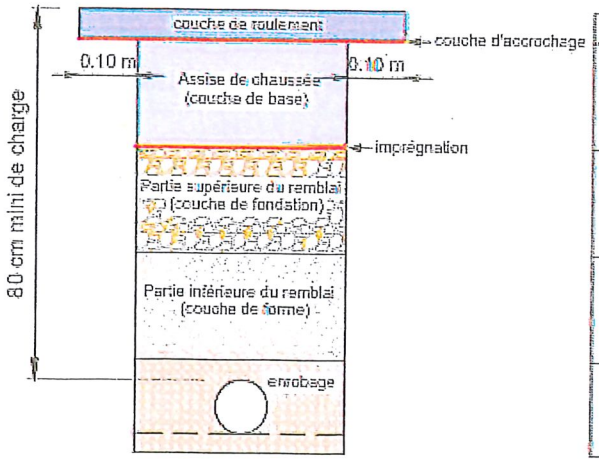
Réfection de chaussée

TRAFIC T2 : 150 à 300 PL / jour / voie



Objectif de densification (guide SETRA)	matériaux	épaisseur
	BBSG 0/10	6 cm
Q2	GB classe 3 0/20	15 cm
Q3	GNT 1 ou 2 ou matériaux recyclés	30 cm
Q4	GNT 1 ou 2 ou matériaux de réemploi	variable
		Enrobage : 10 cm mini Lit de pose : 10 cm mini

TRAFIC T3 : 50 à 150 PL / jour / voie

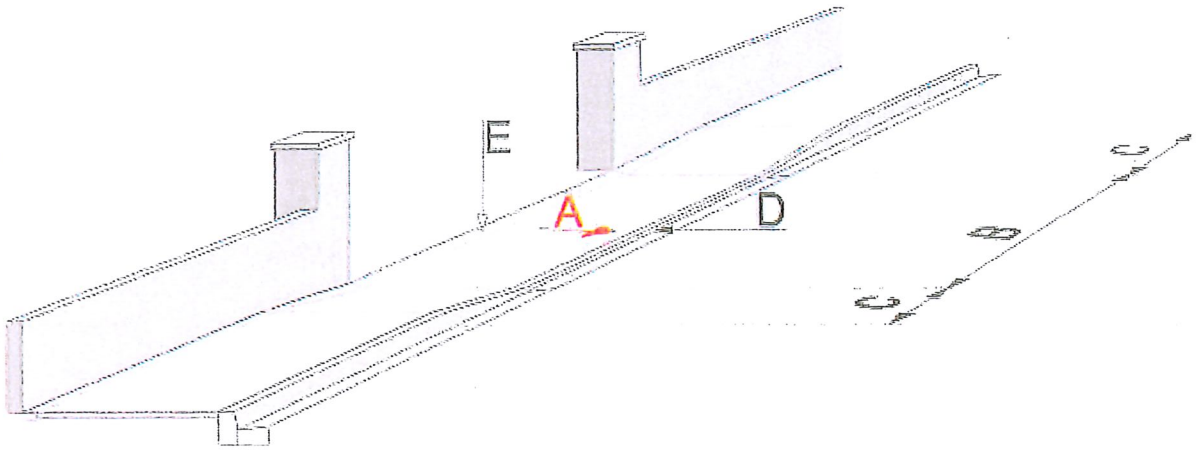


Objectif de densification (guide SETRA)	matériaux	épaisseur
	BBSG 0/10	6 cm
Q2	GB classe 3 0/14	12 cm
Q3	GNT 1 ou 2 ou matériaux recyclés	30 cm
Q4	GNT 1 ou 2 ou matériaux de réemploi	variable
		Enrobage : 10 cm mini Lit de pose : 10 cm mini

ANNEXE 5

Abaissement de trottoirs « bateaux »

Accès aux propriétés



A : Dévers ≤ 2% : Norme prescriptive

B : La longueur du bateau sera dimensionnée pour permettre l'accès à la parcelle. Elle pourra être restreinte en fonction des aménagements existants sur le domaine public, du mobilier urbain ou des stationnements

C : Raccordement entre la partie abaissée et le reste du trottoir (rampant) = 1.50m

D : Hauteur de la vue de bordure variable (1 cm < D < 6 cm) : recommandation 5 cm

E : Possibilité d'incliner le solin pour limiter le dévers